



Une compagnie de Quebecor Media

**RÉSULTATS FINANCIERS ANNUELS TERMINÉS  
LE 31 DÉCEMBRE 2010**



Une compagnie de Quebecor Media

# GROUPE TVA INC.

## TABLE DES MATIÈRES

1. MESSAGE AUX ACTIONNAIRES.....	3
2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS .....	6
3. RAPPORT DE GESTION ANNUEL.....	59

## MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

**Montréal, le 7 mars 2011**

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré un bénéfice net de 19,8 millions de dollars soit 0,83 \$ par action au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010 alors qu'au trimestre correspondant de l'année 2009 son bénéfice net avait été de 21,1 millions de dollars ou 0,89 \$ par action. Si on exclut l'ajustement favorable relié aux droits de licences de la partie II du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») survenu au courant du quatrième trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation<sup>1</sup> de la Société a été de 29,8 millions comparativement à 23,2 millions pour le trimestre correspondant de 2009 soit une augmentation de 28,6 %.

### **Faits saillants liés à l'exploitation du quatrième trimestre :**

- Croissance du bénéfice d'exploitation normalisé<sup>1</sup> du secteur de la télévision de 6 035 000 \$ ou 28,2 % comparativement au trimestre correspondant de l'année dernière. Cette hausse s'explique essentiellement par les éléments suivants :
  - ⇒ Hausse de 26,6 % du bénéfice d'exploitation normalisé du Réseau TVA compte tenu d'une réduction de 5,5 % de ses charges d'exploitation et du maintien de ses revenus publicitaires;
  - ⇒ Croissance de 19,5 % des revenus publicitaires et de 14,2 % des revenus d'abonnement pour les services spécialisés;
  - ⇒ Réalisation d'un bénéfice d'exploitation pour la division TVA Films alors qu'au trimestre correspondant de 2009, elle avait réalisé une perte d'exploitation de 2 809 000 \$;
- Croissance de 34,0 % du bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition comparativement au trimestre correspondant de l'année dernière passant de 1 772 000 \$ en 2009 à 2 374 000 \$ en 2010.

Nous sommes satisfaits des résultats financiers du quatrième trimestre et de notre exercice financier qui affichent tous les deux une croissance du bénéfice d'exploitation normalisé. Au cours du quatrième trimestre de 2010, les revenus publicitaires du Réseau TVA ont connu une légère croissance de 0,4 % et ceux de nos services spécialisés ont progressé de 19,5 % comparativement au trimestre correspondant de 2009. Pour la période du 27 septembre 2010 au 2 janvier 2011, le Réseau TVA obtient 26,2 parts de marché, ce qui dépasse largement nos concurrents. Nos services spécialisés ont connu une croissance de 26,9 % de leurs parts de marché, notamment LCN qui affiche 3,9 parts de marché et addikTV avec 1,1 part.

La croissance de 6,3 % des produits d'exploitation du secteur de l'édition, notamment les revenus publicitaires avec une croissance de 9,0 %, nous a permis de compenser l'augmentation de 3,3 % des charges d'exploitation et ainsi d'accroître significativement notre bénéfice d'exploitation du trimestre. La marge bénéficiaire du trimestre a atteint 12,3 % comparativement à 9,8 % au trimestre correspondant de 2009.

---

<sup>1</sup> Voir les définitions ci-après.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés au cours du trimestre sont demeurés relativement stables à 10,5 millions de dollars comparativement à 10,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2009.

### **Croissance pour l'exercice 2010**

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2010, le bénéfice d'exploitation normalisé consolidé de la Société s'est élevé à 76,2 millions de dollars comparativement à 71,0 millions de dollars pour l'exercice précédent soit une croissance de 7,2 %. Les produits d'exploitation consolidés se sont élevés à 448,2 millions de dollars comparativement à 439,0 millions de dollars pour l'exercice correspondant de 2009 soit une croissance de 2,1 %. Pour cette même période, le bénéfice net de la Société a été de 38,2 millions de dollars soit 1,61 \$ par action comparativement à 49,1 millions de dollars ou 2,05 \$ par action pour l'exercice 2009.

### **La Société**

Groupe TVA inc., filiale de Quebecor Media inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. La Société exploite également SUN TV, une station généraliste à Toronto. Ses actions de classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Les états financiers consolidés vérifiés, accompagnés des notes afférentes, ainsi que le rapport de gestion annuel, peuvent être consultés sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : [www.tva.canoe.ca](http://www.tva.canoe.ca).

### **Définitions**

#### *Bénéfice ou perte d'exploitation*

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, les impôts sur le bénéfice, la participation minoritaire et la part du bénéfice dans la société satellite. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Ce n'est pas, non plus, une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les PCGR du Canada. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

### *Bénéfice ou perte d'exploitation normalisé (e)*

Le bénéfice (la perte) d'exploitation normalisé(e) est constitué(e) du bénéfice d'exploitation lequel est ajusté pour tenir compte des ajustements aux droits de licences de la partie II du CRTC. Ce bénéfice (perte) d'exploitation normalisé(e) présente les résultats d'exploitation tels qu'ils auraient été en excluant les ajustements aux droits de licences de la partie II du CRTC pour les périodes concernées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation normalisé(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux PCGR du Canada. Ce n'est pas, non plus, une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les PCGR du Canada. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation normalisé(e) est un instrument utile d'évaluation du rendement. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation normalisé(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Pour la conciliation du bénéfice d'exploitation et du bénéfice d'exploitation normalisé avec le bénéfice net présenté aux états financiers de la Société, veuillez vous référer à notre rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, disponible sur les sites [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et [www.tva.canoe.ca](http://www.tva.canoe.ca).



**Pierre Dion**

Président et chef de la direction

États financiers consolidés de

## **GROUPE TVA INC.**

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Aux actionnaires de **Groupe TVA inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Groupe TVA inc.** qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2010 et 2009, et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat étendu, les états consolidés des bénéfices non répartis et les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Groupe TVA inc.** aux 31 décembre 2010 et 2009, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Ernst & Young S.R.L./S.E.V.C.R.L.<sup>1</sup>*

Le 7 mars 2011  
Montréal, Canada

Comptables agréés



# GROUPE TVA INC.

## États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009  
(en milliers de dollars sauf les montants par action)

	2010	2009
Produits d'exploitation (notes 17 et 19)	448 192 \$	438 969 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration (notes 8, 15, 16, 17, 18, 19 et 20)	372 040	358 942
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels (notes 10 et 11)	15 061	14 274
Charges financières (note 2)	5 621	2 960
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre (note 3)	9 138	(794)
<b>Bénéfice avant impôts sur le bénéfice, participation minoritaire et part du bénéfice dans la société satellite</b>	46 332	63 587
Impôts sur le bénéfice (note 4)	9 929	17 098
Participation minoritaire (note 19)	(653)	(1 906)
Part du bénéfice dans la société satellite	(1 116)	(728)
<b>Bénéfice net</b>	<b>38 172 \$</b>	<b>49 123 \$</b>
<b>Résultat par action de base et dilué (note 15)</b>	<b>1,61 \$</b>	<b>2,05 \$</b>

## États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Bénéfice net</b>	<b>38 172 \$</b>	<b>49 123 \$</b>
Gain sur un instrument financier dérivé (note 21)	—	434
Impôts sur le bénéfice afférents à un instrument financier dérivé	—	(130)
<b>Résultat étendu</b>	<b>38 172 \$</b>	<b>49 427 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# GROUPE TVA INC.

## États consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde au début	134 303 \$	98 511 \$
Bénéfice net	38 172	49 123
Ajustement sur des transactions avec des sociétés apparentées (note 19)	(2 000)	(7 247)
Dividendes versés	(4 754)	(4 786)
Rachat d'actions - excédent du prix payé sur la valeur comptable nette (note 15)	-	(1 298)
<b>Solde à la fin</b>	<b>165 721 \$</b>	<b>134 303 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# GROUPE TVA INC.

## Bilans consolidés

31 décembre 2010 et 2009  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Espèces	5 605 \$	1 924 \$
Débiteurs (note 7)	133 161	121 593
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (notes 3, 8, et 19)	60 122	54 774
Charges payées d'avance et autre actif à court terme (note 19)	2 240	4 754
Actifs d'impôts futurs (note 4)	2 710	4 818
	203 838	187 863
Droits de diffusion et de distribution (notes 3 et 8)	34 058	38 950
Placements (note 9)	12 527	11 637
Immobilisations corporelles (notes 3, 10 et 17)	86 208	79 123
Licences et autres actifs incorporels (note 11)	89 214	86 789
Écart d'acquisition	71 981	71 981
Actif au titre des prestations constituées des régimes de retraite (note 18)	16 426	8 900
Actifs d'impôts futurs (note 4)	25	280
	514 277 \$	485 523 \$
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Découvert bancaire	3 557 \$	974 \$
Créditeurs et charges à payer (notes 3 et 12)	80 878	87 328
Droits de diffusion et de distribution à payer (notes 17 et 19)	25 879	28 611
Produits reportés (note 17)	7 122	7 401
	117 436	124 314
Dette à long terme (note 13)	90 338	88 580
Passifs d'impôts futurs (note 4)	28 551	28 951
Autres éléments de passif (note 14)	4 928	6 583
Participation minoritaire (note 19)	4 511	—
	245 764	248 428
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 15)	98 647	98 647
Surplus d'apport (note 19)	4 145	4 145
Bénéfices non répartis	165 721	134 303
	268 513	237 095
Engagements, garanties et éventualités (note 20)		
	514 277 \$	485 523 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

(signé)  
Jean Neveu, président du conseil d'administration

(signé)  
Marc A. Courtois, administrateur

# GROUPE TVA INC.

## États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009  
(en milliers de dollars)

	2010	2009
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	38 172 \$	49 123 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Amortissements (notes 2,10 et 11)	15 419	14 418
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre (note 3)	7 696	—
Part du bénéfice dans la société satellite	(1 116)	(728)
Impôts futurs (note 4)	1 940	(3 984)
Participation minoritaire (note 19)	(653)	(1 906)
Fonds générés par l'exploitation courante	61 458	56 923
Variation nette des éléments hors liquidités (note 6)	(38 911)	(27 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	22 547	29 110
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(18 352)	(16 261)
Acquisition d'actifs incorporels	(5 893)	(6 710)
Disposition d'une immobilisation corporelle (note 3)	760	—
Disposition d'entreprise (note 19)	-	105
Variation nette des placements (note 19)	226	11 977
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(23 259)	(10 889)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Variation nette du découvert bancaire	2 583	827
Variation nette de l'emprunt à terme rotatif (note 13)	1 361	(78 907)
Prêt à terme (note 13)	-	75 000
Frais de financement reportés (note 13)	39	(1 362)
Participation minoritaire (note 19)	5 164	—
Rachat d'actions privilégiées rachetables (note 19)	-	(9 750)
Rachat d'actions (note 15)	-	(2 581)
Dividendes versés	(4 754)	(4 786)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	4 393	(21 559)
<b>Variation nette des espèces</b>	3 681	(3 338)
<b>Espèces au début de l'exercice</b>	1 924	5 262
<b>Espèces à la fin de l'exercice</b>	5 605 \$	1 924 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») a été constituée sous l'autorité de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec) par certificat et statuts de continuation datés du 17 décembre 1981. Depuis son entrée en vigueur, le 14 février 2011, la Société est régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 22).

### 1. Principales conventions comptables

#### a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et comprennent les comptes de la Société et ses filiales. Tous les soldes et transactions intercompagnies sont éliminés lors de la consolidation.

Certains chiffres correspondants fournis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

#### b) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les éléments d'actif et de passif, les postes de produits et de charges ainsi que la présentation d'éléments d'actif et de passif éventuels. Puisque ces estimations sont basées sur les meilleures connaissances de la direction d'un événement, d'actions et du montant, les résultats réels pourraient différer de celles-ci. Les éléments suivants des états financiers requièrent davantage l'utilisation d'estimations et hypothèses de la part de la direction :

- tests de dépréciation de l'écart d'acquisition, des immobilisations corporelles et des actifs incorporels;
- coûts, actifs et passifs liés aux régimes de retraite et aux avantages complémentaires à la retraite;
- provision pour mauvaises créances et pour retour sur ventes;
- prévision d'utilisation des droits de diffusion;
- revenus estimatifs futurs et valeur de réalisation nette prévue des droits de diffusion et distribution;
- provisions telles que les éventualités légales et la rationalisation des activités d'exploitation;
- valeur résiduelle et durée de vie utile des actifs amortissables;
- impôts futurs;
- aide gouvernementale et crédits d'impôts;
- rémunération à base d'actions.

# **GROUPE TVA INC.**

## **Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)**

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### **1. Principales conventions comptables (suite)**

#### **c) Crédits d'impôt et aide gouvernementale**

La Société peut se prévaloir de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir la programmation et la production de produits télévisuels, la distribution de films, l'édition de magazines ainsi que pour des projets d'investissement. L'aide gouvernementale est enregistrée à titre de produits, en réduction des charges y afférant ou en diminution du coût des immobilisations corporelles dans l'exercice au cours duquel les coûts sont encourus et lorsque la direction a l'assurance raisonnable que les conditions rattachées à ces programmes d'aide sont rencontrées.

L'aide relative au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (« FAPL ») est enregistrée à titre de produits d'exploitation, alors que l'aide relative aux productions d'émissions est enregistrée en réduction des coûts de production, lesquels sont présentés dans les charges d'exploitation, de ventes et d'administration. Dans le secteur de l'édition, l'aide gouvernementale liée à la rédaction est comptabilisée à titre de produits reportés et amortie durant l'exercice au cours duquel la Société satisfait les conditions pour obtenir l'aide gouvernementale. L'aide gouvernementale liée à la distribution de magazines est comptabilisée en diminution des charges y afférant. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010, les deux programmes d'aide dont bénéficiait le secteur de l'édition ont été remplacés par une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide relié à ce nouveau programme est maintenant enregistré à titre de produits d'exploitation. L'aide gouvernementale est initialement présentée dans les produits reportés et amortie sur la période de couverture du programme.

L'aide gouvernementale à l'égard de la distribution de films est assortie de conditions particulières quant à l'exploitation de la distribution et peut occasionner un remboursement de l'aide ou d'une partie de celle-ci, advenant un défaut de la Société de se conformer à des conditions particulières. La partie non remboursable de l'aide gouvernementale relative aux dépenses de mise en marché est portée en réduction de ces dépenses. Quant à la partie remboursable, elle est comptabilisée à titre d'avance et est remboursable en totalité ou en partie lorsque le film atteint certains seuils de rentabilité. Dans l'éventualité où le film n'atteint pas les niveaux de revenus prévus, la totalité ou une partie de ces avances ne serait pas remboursable par la Société et serait comptabilisée en réduction des charges d'exploitation de la Société.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### d) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks

##### Émissions réalisées et productions en cours de réalisation

Le coût des émissions réalisées et des productions en cours de réalisation ayant trait aux activités de diffusion comprend les charges directes de biens et de services ainsi que la part de la main-d'œuvre et des frais généraux liés à chaque production. Le coût de chaque émission est imputé aux charges d'exploitation, de vente et d'administration au moment de la diffusion.

##### Droits de diffusion et droits de diffusion à payer

Les droits de diffusion correspondent aux droits contractuels permettant une diffusion limitée ou illimitée de produits télévisuels ou de films. La Société constate un stock au titre des droits de diffusion acquis et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de diffusion lorsque la période de diffusion débute et que les conditions suivantes sont respectées :

- i) Le coût de chaque émission, film ou série est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable;
- ii) Les émissions, films ou séries ont été acceptés par la Société conformément aux conditions du contrat d'acquisition de droits de diffusion;
- iii) Les émissions, films ou séries sont disponibles pour leur première diffusion.

Les montants payés pour des droits de diffusion, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de diffusion payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de diffusion sont classés à court terme ou à long terme selon l'estimation de diffusion établie par la direction.

Ces droits sont imputés aux charges d'exploitation, de ventes et d'administration lors de la diffusion des produits télévisuels et des films sur la durée du contrat, en utilisant une méthode basée sur les revenus estimatifs futurs et en fonction du nombre estimé de présentations à l'écran.

Les droits de diffusion à payer sont répartis entre les éléments de passif à court terme et à long terme, selon les modalités de paiement prévues aux contrats d'acquisition.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### d) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (suite)

##### Droits de distribution et droits de distribution à payer

Les droits de distribution ont trait aux activités de distribution de films et de produits télévisuels. Les coûts comprennent les coûts d'acquisition des droits des films et les coûts accessoires à ces droits. La Société constate un stock au titre des droits de distribution et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de distribution lorsque le produit télévisuel ou le film a été accepté selon les termes prévus au contrat d'acquisition de droits de distribution et est disponible pour distribution et lorsque le coût du droit de distribution est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable.

Les montants payés pour les droits de distribution, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de distribution payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de distribution sont reconnus dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration selon la méthode prévisionnelle par film qui prévoit que chaque droit soit imputé dans la proportion de ses revenus bruts réalisés par rapport au total de ses revenus bruts anticipés.

##### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

##### Valeur de réalisation nette

Les estimations des revenus, utilisées pour déterminer les valeurs de réalisation des inventaires liés à la diffusion ou à la distribution de produits télévisuels et de films, sont revues périodiquement par la direction et sont révisées au besoin, selon l'évaluation par la direction des conditions actuelles du marché. La valeur comptable des émissions réalisées et productions en cours de réalisation, droits de diffusion et de distribution est réduite à la valeur de réalisation nette, si nécessaire, basé sur cette évaluation.

La valeur de réalisation nette des stocks de produits représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.



# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### e) Placements

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Le placement dans la société satellite est comptabilisé à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, la part des résultats d'exploitation dans la société satellite est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats. Les autres placements sont comptabilisés au coût. La valeur comptable d'un placement est réduite à la juste valeur estimative, s'il y a une moins-value durable de la valeur du placement.

#### f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût représente les coûts d'acquisition, déduction faite des subventions gouvernementales et des crédits d'impôts s'y rapportant, les coûts de développement, y compris les frais de préparation, d'installation et d'essai directement attribuable au transfert de l'actif à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue. Les dépenses futures, telles que les charges d'entretien et de réparation sont comptabilisées dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration lorsqu'elles sont engagées.

L'amortissement est calculé selon la méthode d'amortissement linéaire selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée de vie utile estimative
Bâtiments	10 à 40 ans
Équipements	4 à 15 ans

Les améliorations locatives sont amorties sur le moindre de la durée du bail ou de la vie économique du bien loué.

#### g) Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés liés au financement à long terme sont capitalisés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des frais de financement reportés est comptabilisé dans les charges financières aux états consolidés des résultats.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### h) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, y compris les immobilisations corporelles ainsi que les actifs incorporels amortissables, sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. La recouvrabilité d'un actif destiné à être détenu et utilisé se mesure par comparaison de sa valeur comptable et des estimations des flux de trésorerie futurs non actualisés susceptibles de découler de cet actif. Si la valeur comptable de l'actif excède les flux de trésorerie futurs estimatifs susceptibles d'en découler, une moins-value égale à l'excédent de la valeur comptable de l'actif par rapport à sa juste valeur est inscrite.

#### i) Actifs incorporels et écart d'acquisition

##### Actifs incorporels

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie se composent de licences de télédiffusion et d'une marque de commerce et ne sont pas amortis aux résultats; ils sont cependant soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment, si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation.

Les autres actifs incorporels sont constitués de logiciels et d'une liste de client. Ils sont amortis selon la méthode linéaire selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée de vie utile estimative
Logiciels	5 à 10 ans
Liste de clients	3 ans

##### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix payé sur la juste valeur de l'actif net des entreprises acquises. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation comprend deux étapes. Lors de la première étape, la valeur comptable de l'unité d'exploitation est comparée avec sa juste valeur. Lorsque la juste valeur de l'unité d'exploitation excède sa valeur comptable, tout écart d'acquisition rattaché à une unité d'exploitation est considéré comme n'ayant pas subi de perte de valeur et il n'est pas nécessaire de procéder à la deuxième étape du test de dépréciation. La deuxième étape est effectuée lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, auquel cas la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée avec sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation excède la juste valeur implicite de cet écart d'acquisition, une perte de valeur est constatée pour un montant égal à l'excédent.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### j) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre aux employés des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées.

##### Régimes de retraite à cotisations déterminées

Pour les régimes de retraite à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la Société est tenue de verser en échange des services rendus par les employés.

##### Régimes de retraite à prestations déterminées et avantages complémentaires à la retraite

Pour tous les régimes à prestations déterminées, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- i) Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, et il est imputé aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes de retraite, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et les coûts prévus des soins de santé.
- ii) Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes de retraite, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.
- iii) Le coût des services passés découlant des modifications des régimes (à l'exception de certains régimes de retraite pour lesquels les coûts des prestations au titre des services passés sont constatés immédiatement aux résultats dès qu'ils sont engagés) est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs à la date des modifications.
- iv) L'excédent du gain actuariel net (perte actuarielle nette), sur 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs du régime, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs, soit 12 ans.
- v) L'actif transitoire net initial est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante prévue du groupe d'employés qui participe aux régimes.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### j) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite (suite)

##### Régimes de retraite à prestations déterminées et avantages complémentaires à la retraite (suite)

La Société offre aussi à certains employés à la retraite, en vertu d'un ancien régime, une protection d'assurance-vie à la retraite, une protection d'assurance-maladie et d'assurance dentaire. Les employés actifs de la Société ne bénéficient plus de ce type de protection post-retraite. Le coût des avantages complémentaires à la retraite est calculé en utilisant une méthodologie comptable similaire à celle des régimes de retraite à prestations déterminées. Les charges afférentes sont réglées par la Société à mesure qu'elles deviennent exigibles. L'écart entre les cotisations de l'employeur et les montants inscrits à titre de charges d'avantages sociaux est comptabilisé à l'actif ou à l'obligation au titre des prestations constituées.

#### k) Constatation des produits d'exploitation

##### Revenus de publicité

Les produits tirés de la vente de temps d'antenne publicitaire et de la vente d'espaces publicitaires sur les sites Internet de la Société sont constatés lors de la diffusion de la publicité. Les revenus tirés de la vente d'espaces publicitaires dans les magazines sont constatés au moment où la publicité est publiée, soit à la parution du magazine.

##### Revenus d'abonnement

Les revenus de redevances provenant d'abonnement de clients à des services de télévision spécialisés sont constatés mensuellement lorsque le service est rendu.

Les montants reçus à titre d'abonnement à des magazines sont comptabilisés comme produits reportés et les revenus sont constatés sur la durée de l'abonnement.

##### Revenus provenant de la vente de magazines en kiosque

Les revenus tirés de la vente de magazines en kiosque sont constatés au moment de la livraison en kiosque et sont calculés en utilisant un montant de revenus moins une provision pour retours futurs.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### k) Constatation des produits d'exploitation (suite)

##### Revenus de distribution

Les produits tirés de l'exploitation des droits de distribution de films et de produits audiovisuels sont constatés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- i) Il existe une preuve convaincante qu'il y a une transaction de vente avec un client. Une preuve est convaincante uniquement s'il y a un contrat ou un autre document légal exécutoire établissant au minimum i) la durée des droits cédés, ii) le produit ou le groupe de produits assujetti et iii) la contrepartie à recevoir en échange des droits;
- ii) Le produit est terminé et a été livré ou est disponible pour la livraison;
- iii) La période des droits a débuté, et le client peut commencer l'exploitation, la présentation, la diffusion ou la vente;
- iv) La rémunération de la Société est fixe ou peut être déterminée de façon raisonnable;
- v) Le recouvrement de la rémunération de la Société est raisonnablement sûr.

Les produits tirés de la sortie en salle de films sont constatés au cours des mois durant lesquels le film est présenté en salle selon un pourcentage des recettes des salles de cinéma, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées. Les revenus en vidéo sont constatés le mois durant lequel le film est sorti en vidéo sur la base des livraisons de copies de vidéodisques numériques (« DVD/Blu-ray »), moins une provision pour retours futurs ou sur la base d'un pourcentage des revenus du détaillant, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées.

##### Vente de produits de télé-achat

Les revenus tirés de la vente de produits du service de télé-achat sont constatés au moment de la livraison des produits moins une provision pour retours futurs.

#### l) Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les revenus et les dépenses libellés en devises étrangères sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement qui est converti au taux d'origine. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice sous la rubrique Charges financières.

# **GROUPE TVA INC.**

## **Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)**

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### **1. Principales conventions comptables (suite)**

#### **m) Impôts sur le bénéfice**

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

Dans le cours des activités de la Société, un certain nombre de positions fiscales sont incertaines dû à la complexité des transactions et au fait que les interprétations fiscales et la législation afférente sont en continuel changement. La Société reconnaît un avantage fiscal ou réduit un passif fiscal uniquement lorsqu'il est probable que cet avantage fiscal sera réalisé dans le futur ou que ce passif fiscal n'est plus probable.

#### **n) Rémunérations et autres paiements à base d'actions**

La Société utilise la méthode de la valeur intrinsèque pour toutes les attributions à des salariés qui sont des attributions d'options d'achat d'actions de la Société, et qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs, au gré de l'employé. Selon cette méthode, le coût de rémunération afférent aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration. Les variations de la juste valeur des actions sous-jacentes aux options ou unités d'actions fictives entre la date d'attribution et la date d'évaluation entraînent un changement dans l'évaluation du coût de rémunération dont la contrepartie courante est comptabilisée dans les créditeurs et charges à payer et la contrepartie non courante est comptabilisée dans les autres éléments de passif. Pour le régime d'actionnariat à l'intention des cadres et des employés, la contribution de la Société pour le compte des salariés est constatée comme une charge d'exploitation, de vente et d'administration. Toute contrepartie versée par des cadres et employés pour l'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions. Les attributions aux membres de la haute direction faites dans le cadre du régime de rémunération différée d'unités d'actions fictives et d'options d'achat d'actions de Quebecor Media inc. (« Quebecor Media »), sont aussi évaluées et inscrites dans les états financiers en utilisant la méthode de la valeur intrinsèque. Selon cette méthode, la variation de la juste valeur de l'unité d'action fictive ainsi que de l'option d'achat d'actions de Quebecor Media modifie le coût de rémunération qui est constaté sur le délai d'acquisition de l'attribution dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### o) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice. La Société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options en vue de calculer le résultat dilué par action.

#### p) Contrats échanges

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Les produits ainsi gagnés et les dépenses engagées sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des biens et services obtenus.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a constaté des produits à titre de contrats échanges pour un montant de 10 442 000 \$ (10 498 000 \$ en 2009) et des charges d'exploitation à titre de contrats échanges de 10 032 000 \$ (10 424 000 \$ en 2009).

#### q) Instruments financiers

##### Classification, comptabilisation et évaluation

Les instruments financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. L'évaluation des instruments financiers lors des périodes subséquentes dépend de leur classification. La Société a classé ses instruments financiers comme suit :

Détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Autres passifs financiers
<ul style="list-style-type: none"><li>• Espèces</li><li>• Découvert bancaire</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Débiteurs</li><li>• Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Placements de portefeuille inclus sous la rubrique « Placements »</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Créiteurs et charges à payer</li><li>• Droits de diffusion et de distribution à payer</li><li>• Dette à long terme</li><li>• Autres passifs financiers non courants</li></ul>

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 1. Principales conventions comptables (suite)

#### q) Instruments financiers (suite)

##### Classification, comptabilisation et évaluation (suite)

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Les placements de portefeuille disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur ou au coût dans le cas de placements en actions qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au résultat étendu. Les actifs financiers classés comme prêts et créances, et autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode d'amortissement du taux d'intérêt effectif.

Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur comme actifs ou passifs financiers. Les variations de la juste valeur des dérivés sont inscrites aux résultats, sauf en ce qui concerne les dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie et pour lesquels la comptabilité de couverture est utilisée.

##### Instrument financier dérivé et comptabilité de couverture

La Société peut utiliser un instrument financier dérivé tel un swap de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur une partie de sa dette à long terme. Lorsque la Société utilise ce swap, celui-ci est désigné comme couverture de flux de trésorerie puisqu'il y a conversion d'un taux variable à un taux fixe. La tranche efficace de la relation est comptabilisée comme gain (perte) non réalisé(e) sur un instrument financier à l'état consolidé du résultat étendu alors que la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé des résultats comme charge financière. La tranche efficace de la relation de couverture reportée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est comptabilisée aux résultats au cours de la même période durant laquelle l'élément couvert influe les résultats. Lorsque la couverture de flux de trésorerie cesse, les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans les résultats au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur les résultats.



# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 2. Charges financières

	2010	2009
Intérêts sur la dette à long terme (notes 13 et 21)	5 418 \$	2 591 \$
Dividendes sur actions privilégiées rachetables (note 19) <sup>(1)</sup>	—	513
Revenus d'intérêts sur obligations convertibles d'une société apparentée (note 19) <sup>(1)</sup>	—	(496)
Revenus d'intérêts	(189)	(177)
Amortissement des frais de financement reportés	358	144
Perte sur change	2	342
Autres intérêts	32	43
	5 621 \$	2 960 \$

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, aucun dividende sur actions privilégiées rachetables n'a été versé (545 000 \$ en 2009) et aucun revenu d'intérêts sur obligations convertibles n'a été reçu (527 000 \$ en 2009).

### 3. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre

	2010	2009
Frais de rationalisation des activités d'exploitation	1 442 \$	(794)\$
Dépréciation d'actifs	8 201	—
Autre	(505)	—
	9 138 \$	(794)\$

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, filiale de Quebecor Media, ont annoncé la mise en place d'un nouveau partenariat (51% TVA et 49% Corporation Sun Media) visant la mise sur pied et le lancement pour le printemps 2011 d'une nouvelle chaîne spécialisée d'information et d'opinion appelée SUN News dans le marché anglophone canadien. La Société a également annoncé son intention de cesser l'exploitation de sa station généraliste actuelle SUN TV dès la mise en ondes du nouveau service spécialisé. Suite à ce repositionnement, la Société a enregistré en 2010 une charge de dépréciation reliée à son inventaire de droits de diffusion pour un montant de 5 966 000 \$, une charge de dépréciation reliée à certains équipements pour un montant de 2 235 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation pour un montant de 479 000 \$.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a également enregistré une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 963 000 \$ suite à l'abolition de plusieurs postes.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 3. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre (suite)

Au cours de l'exercice 2009, suite à de nouvelles informations disponibles, la Société avait procédé à une réévaluation de sa provision pour frais de rationalisation relativement aux activités de production d'une ancienne filiale et avait ajusté à la baisse le solde pour un montant total de 794 000\$.

Au cours de l'exercice 2010, des frais de 649 000 \$ (1 021 000 \$ en 2009) ont été imputés contre la provision.

Le solde de la provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation totalise donc 1 774 000 \$ au 31 décembre 2010 (981 000 \$ au 31 décembre 2009) et est présenté dans les créditeurs et charges à payer.

De plus, au cours de l'exercice 2010, la Société a encaissé un montant de 760 000 \$ suite au règlement relié à une indemnité d'assurance sur une immobilisation corporelle. La Société a enregistré un gain de 505 000 \$ relativement à cet événement.

### 4. Impôts sur le bénéfice

La dépense d'impôts sur le bénéfice se présente comme suit :

	2010	2009
Exigibles	7 989 \$	21 082 \$
Futurs	1 940	(3 984)
	9 929 \$	17 098 \$

Le tableau suivant fait le rapprochement entre le taux d'imposition réglementaire canadien et le taux d'imposition effectif utilisé par la Société dans le calcul du bénéfice net consolidé :

	2010	2009
Taux d'imposition réglementaire canadien	29,9 %	30,9 %
Effet des écarts de taux d'imposition provinciaux	(0,4)	(0,3)
	29,5	30,6
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :		
Incidence fiscale de charges non déductibles	1,4	1,2
Incidence fiscale de la diminution des taux d'imposition futurs du gouvernement de l'Ontario	-	(0,3)
Variation du crédit reporté	-	(0,2)
Autres <sup>(1)</sup>	(9,5)	(4,4)
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>21,4 %</b>	<b>26,9 %</b>

<sup>(1)</sup> Inclut des réductions de passifs d'impôts futurs de 10,5 % (4,5 % en 2009) résultant de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 4. Impôts sur le bénéfice (suite)

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant du passif net d'impôts futurs de la Société est la suivante :

	2010	2009
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Pertes reportables dans les exercices futurs	24 570 \$	15 960 \$
Provision pour rationalisation	271	272
Écart d'acquisition	526	565
Écart entre la valeur comptable et fiscale des immobilisations corporelles et placements	(95)	110
Autres	2 005	1 795
	27 277	18 702
Provision pour moins-value	(24 542)	(13 604)
	2 735	5 098
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Écart d'acquisition, licences et autres actifs incorporels	(22 054)	(20 381)
Écart entre la valeur comptable et fiscale des immobilisations corporelles	632	1 253
Autres	(7 129)	(9 823)
	(28 551)	(28 951)
<b>Passif net d'impôts futurs</b>	<b>(25 816) \$</b>	<b>(23 853) \$</b>

Les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme se répartissent comme suit :

	2010	2009
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Court terme	2 710 \$	4 818 \$
Long terme	25	280
	2 735	5 098
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Long terme	(28 551)	(28 951)
<b>Passifs nets d'impôts futurs</b>	<b>(25 816)\$</b>	<b>(23 853)\$</b>

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 4. Impôts sur le bénéfice (suite)

La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs au titre des bénéfices non répartis de ses filiales au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs, étant donné qu'elle ne prévoit pas se départir de ses placements ou que ces bénéfices non répartis deviennent imposables.

Les montants des tableaux présentés précédemment pour 2010 et 2009 incluent respectivement une provision pour moins-value de 24 542 000 \$ et 13 604 000 \$, relativement à des reports de pertes prospectifs et autres économies d'impôts disponibles.

Au 31 décembre 2010, la Société disposait, aux fins des impôts sur le bénéfice, de reports de pertes d'approximativement 1 601 000 \$ (9 031 000 \$ en 2009) dont elle peut se servir pour réduire ses bénéfices imposables futurs et venant à échéance comme suit :

2026	122 000 \$
2029	927 000
2030	552 000

La Société dispose également d'un montant de 179 582 000 \$ (96 217 000 \$ en 2009) de pertes en capital sans échéance et pour lesquelles une provision pour moins-value sur actif d'impôts futurs a été comptabilisée.

### 5. Coentreprises

La quote-part des opérations dans les coentreprises incluses dans les états financiers consolidés de la Société se détaille comme suit :

	2010	2009
<b>Résultats consolidés</b>		
Produits d'exploitation	8 668 \$	8 203 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	7 270	7 313
<b>Bénéfice d'exploitation avant les revenus d'intérêts</b>	1 398	890
Charges (revenus) d'intérêts	1	(10)
<b>Bénéfice net</b>	1 397 \$	900 \$
<b>Bilans consolidés</b>		
Actifs à court terme	6 545 \$	6 642 \$
Actifs à long terme	533	272
Passifs à court terme	2 412	2 751
Passifs à long terme	135	28
<b>Flux de trésorerie consolidés</b>		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	982	1 288
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 000)	(2 010)

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 6. Informations sur les flux de trésorerie

Les informations additionnelles à l'égard des états consolidés des flux de trésorerie se présentent comme suit :

- a) La variation des éléments hors liquidités du fonds de roulement liés à l'exploitation se présente comme suit :

	2010	2009
Diminution (augmentation) de l'actif		
Débiteurs	(6 231) \$	(18 125) \$
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	(6 422)	(4 776)
Charges payées d'avance et autre actif à court terme	514	(2 090)
Actif au titre des prestations constituées des régimes de retraite	(7 526)	(411)
Augmentation (diminution) du passif		
Créditeurs et charges à payer	(257)	(14 761)
Droits de diffusion et de distribution à payer	(4 916)	4 308
Actifs et passifs d'impôts exigibles	(14 345)	8 068
Autres éléments de passif	272	(26)
	(38 911) \$	(27 813) \$

- b) Les intérêts versés ainsi que les impôts sur le bénéfice versés et classés au titre des activités d'exploitation se présentent comme suit :

	2010	2009
Intérêts versés, montant net	5 225 \$	2 213 \$
Impôts sur le bénéfice versés, montant net	22 331	13 006

- c) Les opérations hors caisse

Les états consolidés des flux de trésorerie excluent les opérations hors caisse suivantes :

	2010	2009
Acquisitions d'immobilisations corporelles et actifs incorporels financées par les créditeurs et charges à payer	5 293 \$	3 166 \$
Aide gouvernementale et autres à recevoir crédités aux immobilisations corporelles	-	(688)

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 7. Débiteurs

	2010	2009
Comptes clients (note 21 b)	98 569 \$	91 463 \$
Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées	22 510	21 536
Crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir	4 978	7 516
Actifs d'impôts exigibles	7 104	1 078
	133 161 \$	121 593 \$

Les comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées sont affectés des mêmes conditions que les comptes clients. Les sociétés sous contrôle commun représentent des filiales de la société mère, Quebecor Media inc.

### 8. Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks

	2010		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions et productions réalisées et en cours de réalisation	7 800 \$	– \$	7 800 \$
Droits de diffusion	46 146	32 079	78 225
Droits de distribution	2 711	1 979	4 690
Stocks	3 465	–	3 465
	60 122 \$	34 058 \$	94 180 \$

	2009		
	Court terme	Long terme	Total
Émissions et productions réalisées et en cours de réalisation	5 391 \$	– \$	5 391 \$
Droits de diffusion	42 805	33 275	76 080
Droits de distribution	2 951	5 675	8 626
Stocks	3 627	–	3 627
	54 774 \$	38 950 \$	93 724 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 8. Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (suite)

Le coût des stocks ainsi que les charges reliées aux émissions, aux droits de diffusion et de distribution inclus dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration s'élèvent à 248 839 000 \$ en 2010 (238 783 000 \$ en 2009). Un montant total de 668 000 \$ a été comptabilisé dans le coût des ventes pour la dépréciation des stocks, émissions, droits de diffusion et de distribution en 2010 (2 995 000 \$ en 2009).

### 9. Placements

	2010	2009
Télé Inter-Rives Ltée, société satellite, participation de 45 %	9 626 \$	8 736 \$
Autres placements	2 901	2 901
	12 527 \$	11 637 \$

### 10. Immobilisations corporelles

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé/ dépréciation	Valeur comptable nette
Terrains	3 168 \$	— \$	3 168 \$
Bâtiments et améliorations locatives	83 437	60 416	23 021
Équipements	141 406	93 011	48 395
Projets en cours de développement	11 624	—	11 624
	239 635 \$	153 427 \$	86 208 \$

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé/ dépréciation	Valeur comptable nette
Terrains	3 168 \$	— \$	3 168 \$
Bâtiments et améliorations locatives	80 581	57 880	22 701
Équipements	127 072	81 703	45 369
Projets en cours de développement	7 885	—	7 885
	218 706 \$	139 583 \$	79 123 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 10. Immobilisations corporelles (suite)

L'amortissement des immobilisations corporelles représente 11 984 000 \$ pour 2010 (12 346 000 \$ en 2009).

### 11. Licences et autres actifs incorporels

2010			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Licences de télédiffusion	92 849 \$	23 260 \$	69 589 \$
Logiciels	36 955	19 406	17 549
Autres actifs incorporels	150	50	100
Projets en cours de développement	1 976	—	1 976
	131 930 \$	42 716 \$	89 214 \$

  

2009			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Licences de télédiffusion	92 849 \$	23 260 \$	69 589 \$
Logiciels	24 474	16 140	8 334
Autres actifs incorporels	150	40	110
Projets en cours de développement	8 756	—	8 756
	126 229 \$	39 440 \$	86 789 \$

Les licences de télédiffusion ne sont plus amorties depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

L'amortissement des actifs incorporels est de 3 077 000 \$ pour 2010 (1 928 000 \$ en 2009).



# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 12. Créiteurs et charges à payer

	2010	2009
Comptes fournisseurs et charges à payer	73 350 \$	70 108 \$
Comptes à payer à des sociétés sous contrôle commun et affiliées	7 086	8 458
Passifs d'impôts exigibles	171	8 490
Autre	271	272
	80 878 \$	87 328 \$

### 13. Dette à long terme

	2010	2009
Prêt à terme (i)	75 000 \$	75 000 \$
Acceptations bancaires émises (ii)	15 986	14 927
Avance sur le crédit rotatif (ii)	302	—
Frais de financement reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé	(950)	(1 347)
Dette à long terme	90 338 \$	88 580 \$

(i) Le 11 décembre 2009, la Société a conclu le refinancement de sa dette bancaire sous la forme d'un prêt à terme de cinq ans pour un montant de 75 000 000 \$ ainsi que le renouvellement de son emprunt à terme rotatif pour un montant de 100 000 000 \$ pour une durée de trois ans. Le prêt à terme porte intérêt au taux annuel de 5,54 % avec des paiements d'intérêts les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Quant à l'emprunt à terme rotatif, il porte intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le taux de base bancaire, plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts, amortissements et autres éléments. Le prêt à terme vient à échéance et est remboursable en totalité le 11 décembre 2014. L'emprunt à terme rotatif vient à échéance et est remboursable en totalité le 11 décembre 2012.

(ii) Au 31 décembre 2010, les sommes empruntées sur l'emprunt à terme rotatif représentent 15 986 000 \$ (14 927 000 \$ en 2009) d'acceptations bancaires, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 4,07 % (3,53 % en 2009), ainsi qu'une avance de 302 000 \$ (aucune en 2009) sur le crédit rotatif, portant intérêt au taux de 5,63 %.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions, dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2010, la Société respectait les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Au 31 décembre 2010, la Société avait des lettres de crédit en circulation d'un montant de 425 000 \$ (485 000 \$ en 2009).

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 14. Autres éléments de passif

	2010	2009
Droits de diffusion à payer (note 17)	2 934 \$	5 118 \$
Passif découlant des avantages complémentaires à la retraite (note 18)	1 059	1 019
Rémunération à base d'actions (notes 15 et 16) <sup>(1)</sup>	870	359
Autre	65	87
	4 928 \$	6 583 \$

<sup>(1)</sup> La portion courante de la rémunération à base d'actions d'un montant de 9 000 \$ est comprise dans les créditeurs et charges à payer (aucune au 31 décembre 2009).

### 15. Capital-actions

#### Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires de classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions de classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

	2010	2009
Émis et payé		
4 320 000 actions ordinaires de classe A	72 \$	72 \$
19 450 906 actions de classe B	98 575	98 575
	98 647 \$	98 647 \$

#### Offre publique de rachat

Le 17 mars 2010 et 2009, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, dans le but de racheter pour annulation, pour une période d'un an suivant la date du dépôt de l'offre, un maximum d'actions de classe B de la Société, représentant approximativement 5 % du nombre d'actions de classe B émises et en circulation à la date du dépôt de l'offre. La Société rachète ses actions de classe B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage. Au cours de l'exercice 2010, aucune action de classe B n'a été rachetée (253 300 actions de classe B avaient été rachetées pour annulation au cours de l'exercice 2009, pour une contrepartie nette au comptant de 2 581 000 \$).

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 15. Capital-actions (suite)

#### *Régime d'options d'achat d'actions de classe B à l'intention des dirigeants*

Le régime prévoit notamment que l'octroi, les conditions et les modalités afférentes aux options octroyées seront fixés par le comité de rémunération de la Société. Toutefois, le prix de souscription de chaque action de classe B, visée par une option, ne pourra être inférieur au cours de la clôture des actions en bourse le jour précédant la date d'octroi de l'option. De plus, la durée des options ne pourra excéder 10 ans. Le nombre d'actions de classe B pouvant être émises au terme du régime d'options d'achat d'actions de classe B à l'intention des dirigeants est de 2 200 000.

Les bénéficiaires peuvent, au moment de la levée de leur option, choisir de recevoir de la Société un paiement en espèces égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée, multiplié par le montant par lequel la valeur du marché excède le prix d'achat des actions visées par ladite option ou selon certaines modalités, souscrire à des actions de classe B de la Société au prix d'exercice. La valeur du marché est définie par la moyenne des cours de clôture des cinq derniers jours de négociation précédant le jour auquel l'option est levée. Les options octroyées avant janvier 2006 sont normalement acquises en portion égale sur une période de quatre ans dont la première tranche de 25% est acquise deux ans suivant la date de l'octroi. Depuis janvier 2006, à l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération n'en décide autrement au moment de l'octroi, les options octroyées pourront être levées sur une période de cinq ans selon les modalités suivantes déterminées par le comité de rémunération au moment de l'octroi :

- i) en portion égale sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi;
- ii) en portion égale sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi;
- iii) en portion égale sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi;

Au cours des exercices 2010 et 2009, la Société n'a octroyé aucune nouvelle option en vertu de ce régime.

La Société a constaté une charge de rémunération de 9 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (aucune charge de rémunération en 2009).

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 15. Capital-actions (suite)

#### *Régime d'options d'achat d'actions de classe B à l'intention des dirigeants (suite)*

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2010 et 2009 des options d'achat d'actions en circulation et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2010		2009	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au début de l'exercice	975 155	16,16 \$	975 155	16,16 \$
Annulées	(141 545)	15,04	—	—
Solde à la fin de l'exercice	833 610	16,35 \$	975 155	16,16 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	560 952	17,05 \$	428 383	17,47 \$

	Options en cours			Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice (en dollars)	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2010	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2010	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
14,50 \$ à 16,40 \$	639 479	6,40	14,97 \$	366 821	15,01 \$
20,50 \$ à 21,38 \$	194 131	3,86	20,90	194 131	20,90
14,50 \$ à 21,38 \$	833 610	5,81	16,35 \$	560 952	17,05 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 15. Capital-actions (suite)

#### *Régimes d'actionnariat de classe B à l'intention des cadres et des employés*

Le régime d'achat d'actions vise un nombre total de 375 000 actions de classe B réservées aux employés et un nombre total de 375 000 actions de classe B réservées aux cadres de la Société. Les régimes prévoient que les participants peuvent souscrire aux actions selon certaines modalités liées à leur rémunération. Les actions seront souscrites pour un prix correspondant à 90 % de la moyenne des cours boursiers de clôture des cinq jours de négociation précédant la levée. Les plans prévoient aussi des modalités de financement sans intérêt. Au cours des exercices 2010 et 2009, aucune action de classe B n'a été émise en vertu de ces régimes. Aux 31 décembre 2010 et 2009, le solde des actions pouvant être émises en vertu du régime réservé aux employés est de 229 753 actions de classe B et le solde des actions pouvant être émises en vertu du régime réservé aux cadres est de 332 643 actions de classe B.

#### *Régime de rémunération différée d'unités d'actions fictives*

Les unités d'actions fictives du régime d'intéressement à long terme pour certains membres de la haute direction sont rachetables (en espèces ou au gré de la Société, en actions de classe B, ou par une combinaison d'espèces et d'actions) seulement au moment de la cessation d'emploi du participant. Un nombre maximum de 25 000 actions de classe B peuvent être émises en vertu de ce régime. Au cours des exercices 2010 et 2009, la Société n'a octroyé aucune unité et aucune unité n'est en circulation aux 31 décembre.

#### *Résultat par action*

Les tableaux suivants présentent les calculs du résultat par action de base et dilué:

	2010	2009
Bénéfice net	38 172 \$	49 123 \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 916 945
Résultat par action de base et dilué (en dollars)	1,61 \$	2,05 \$

833 610 options d'achat d'actions de classe B (975 155 en 2009) n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat par action dilué étant donné que leur prix d'exercice était supérieur au cours moyen de l'action en 2010.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 16. Régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Media

En vertu d'un régime d'options d'achat d'actions créé par Quebecor Media, des options ont été octroyées aux membres de la haute direction de Groupe TVA. Chaque option peut être exercée au cours des dix années suivant la date d'octroi, à un prix d'exercice n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires de Quebecor Media, au moment de l'octroi, telle que déterminée par le conseil d'administration de Quebecor Media (advenant que les actions ordinaires de Quebecor Media ne soient pas inscrites à une bourse reconnue au moment de l'octroi) ou le cours moyen pondéré pendant les cinq jours de bourse précédant la date d'octroi des actions ordinaires de Quebecor Media sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites à l'octroi. Tant et aussi longtemps que les actions ordinaires de Quebecor Media n'auront pas été inscrites à une bourse reconnue, les détenteurs d'options pourront exercer leurs options acquises durant les périodes suivantes : du 1<sup>er</sup> mars au 30 mars; du 1<sup>er</sup> juin au 29 juin; du 1<sup>er</sup> septembre au 29 septembre; et du 1<sup>er</sup> décembre au 30 décembre. Les titulaires d'options du régime d'options d'achat d'actions ont les choix suivants lorsqu'ils exercent leurs options : i) exercer leur droit de recevoir un montant en espèces (égal à la différence entre le cours moyen pondéré pendant les cinq jours précédant la date d'exercice des options visant des actions ordinaires de Quebecor Media à la Bourse où de telles actions sont cotées au moment où les options sont exercées ou à la juste valeur des actions ordinaires, telle que déterminée par le conseil d'administration de Quebecor Media, et le prix d'exercice des options pouvant être exercées) ou ii) souscrire, sous certaines conditions, à des actions ordinaires de Quebecor Media au prix d'exercice des options.

À l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération de Quebecor Media en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes déterminée par ce comité de rémunération au moment de l'octroi : i) en portions égales sur une période de cinq ans dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi; ii) en portions égales sur une période de quatre ans dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi; ou iii) en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de 33 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

La Société a constaté une charge de rémunération de 600 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (424 000 \$ en 2009).

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 16. Régime d'options d'achat d'actions de Quebecor Media (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2010 et 2009 des options d'achat d'actions octroyées aux membres de la haute direction de la Société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2010		2009	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au début de l'exercice	226 649	45,58 \$	245 984	43,96 \$
Octroyées	205 500	46,48	-	-
Exercées	(7 866)	36,50	(19 335)	24,95
Annulées	(36 801)	44,64	-	-
Solde à la fin de l'exercice	387 482	46,33 \$	226 649	45,58 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	92 232	45,90 \$	57 068	45,55 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, 7 866 options d'achat d'actions de Quebecor Media ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 89 000 \$ (19 335 options d'achat d'actions pour 325 000 \$ en 2009).

	Options en cours			Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice (en dollars)	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2010	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2010	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
27,86 \$ à 31,92 \$	11 256	4,93	29,84 \$	6 865	29,27 \$
44,45 \$ à 47,29 \$	376 226	8,09	46,83	85 367	47,24
27,86 \$ à 47,29 \$	387 482	8,00	46,33 \$	92 232	45,90 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 17. Crédits d'impôt et aide gouvernementale

Les produits d'exploitation comprennent un montant de 10 954 000 \$ (3 253 000 \$ en 2009) au titre d'aide gouvernementale à la programmation locale dans les petits marchés, au contenu rédactionnel ainsi qu'à la production et à la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

Des crédits d'impôts et de l'aide gouvernementale au montant de 3 940 000 \$ (4 944 000 \$ en 2009) ont été comptabilisés en réduction des frais de production des émissions, des coûts reliés à la distribution de magazines et de coûts reliés à la mise en marché de films lesquels sont inclus dans les charges d'exploitation, de vente et d'administration.

Au cours de l'exercice de 2010, l'aide gouvernementale comptabilisée en réduction des immobilisations corporelles représente 61 000 \$ (434 000 \$ en 2009).

Au 31 décembre 2010, les avances reçues pour de l'aide gouvernementale représentent 1 543 000 \$ (1 764 000 \$ en 2009) et sont présentées dans les droits de distribution à payer qui figurent sous la rubrique « Autres éléments de passif ». Les produits reportés incluent un montant de 1 118 000 \$ (aucun en 2009) relié à l'aide financière pour la production et la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

### 18. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite

Les régimes de retraite offerts aux employés cadres et syndiqués de Groupe TVA comportent un volet à prestations déterminées, de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un volet à cotisations déterminées. La Société offre aux cadres supérieurs un régime de retraite de type salaire de fin de carrière, indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un régime excédentaire non indexé après la retraite, dont les prestations compensent l'effet des limites fiscales. Les prestations de retraite de certains employés de TVA Publications sont de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite. La politique de la Société est de maintenir les cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations.

La Société offre également aux employés retraités admissibles des avantages complémentaires à la retraite. Les coûts de ces avantages, qui sont essentiellement des prestations de soins de santé, sont comptabilisés durant la période de service actif de l'employé.

Les différents régimes de retraite de la Société ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au cours des trois dernières années et les prochaines évaluations seront requises annuellement.



# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 18. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les montants totaux constatés en 2010 comme montants payés ou payables pour cet exercice au titre des avantages sociaux futurs, qui comprennent les cotisations de l'employeur aux régimes de retraite à prestations déterminées, aux régimes à cotisations déterminées et au régime complémentaire de retraite, se sont élevés à 11 767 000 \$ (6 462 000 \$ en 2009).

Les tableaux suivants ont trait aux informations relatives aux régimes à prestations déterminées et font le rapprochement entre la variation des obligations découlant des régimes et la juste valeur des éléments d'actif des régimes pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009, et l'état de la capitalisation à ces dates.

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2010	2009	2010	2009
<b>Variation des obligations au titre des prestations constituées</b>				
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	150 576 \$	122 233 \$	1 572 \$	1 490 \$
Cotisations des participants	2 713	2 727	—	—
Coût des prestations au titre des services rendus	2 132	934	3	2
Frais d'intérêts	9 478	9 165	63	69
Modifications des régimes	—	182	—	—
Prestations payées	(9 944)	(7 109)	(91)	(84)
Perte actuarielle	28 016	22 444	83	95
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	182 971 \$	150 576 \$	1 630 \$	1 572 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 18. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2010	2009	2010	2009
<b>Variation de l'actif des régimes</b>				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	148 703 \$	130 861 \$	– \$	– \$
Rendement réel sur l'actif des régimes	13 851	18 806	–	–
Cotisations de l'employeur	8 513	3 418	–	–
Cotisations des participants	2 713	2 727	–	–
Prestations payées	(9 944)	(7 109)	–	–
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	163 836 \$	148 703 \$	– \$	– \$

Les actifs des régimes sont constitués de :

	2010	2009
Titres de capitaux propres	61,6 %	59,3 %
Titres de créances	37,3 %	39,2 %
Autres	1,1 %	1,5 %
	100,0 %	100,0 %

Les dates de mesure des actifs des régimes sont aux 31 décembre 2010 et 2009.

Aux 31 décembre 2010 et 2009, des actions ordinaires de la société mère ultime, Quebecor inc. (« Quebecor »), étaient comprises dans les titres de capitaux propres susmentionnés et comptaient respectivement pour 858 000 \$ (0,5 % des actifs des régimes) et pour 638 000 \$ (0,4 % des actifs des régimes).

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 18. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les montants présentés dans les tableaux précédents relativement aux obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice, comprennent les montants suivants, qui se rapportent à des régimes déficitaires :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2010	2009	2010	2009
Obligations au titre des prestations constituées	170 338 \$	110 005 \$	1 630 \$	1 572 \$
Juste valeur des actifs des régimes	(150 829)	(105 007)	—	—
Situation de capitalisation - déficit	19 509 \$	4 998 \$	1 630 \$	1 572 \$

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2010	2009	2010	2009
<b>Rapprochement de l'état de la capitalisation</b>				
Déficit des régimes	(19 135)\$	(1 873)\$	(1 630)\$	(1 572)\$
Coût (bénéfice) des prestations pour services passés non constatés	326	430	(33)	(42)
Perte actuarielle nette non constatée	42 267	17 875	388	320
(Actif) obligation transitoire non constaté(e)	(3 141)	(3 641)	216	275
Actif (obligation) au titre des prestations constituées	20 317	12 791	(1 059)	(1 019)
Provision pour moins-value	(3 891)	(3 891)	—	—
Actif (obligation) au titre des prestations constituées, déduction faite de la provision pour moins-value	16 426 \$	8 900 \$	(1 059)\$	(1 019)\$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 18. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les montants constatés aux bilans de la Société aux 31 décembre 2010 et 2009 sont les suivants :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2010	2009	2010	2009
Actif au titre des prestations constituées des régimes de retraite	16 426 \$	8 900 \$	– \$	– \$
Passif au titre des prestations constituées, sous la rubrique Autres éléments de passif	–	–	(1 059)	(1 019)
Montant net constaté	16 426 \$	8 900 \$	(1 059)\$	(1 019)\$

Le tableau suivant présente la composition de la charge d'avantages sociaux des régimes à prestations déterminées pour les exercices 2010 et 2009 :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2010	2009	2010	2009
Coût des prestations au titre des services rendus	2 132 \$	934 \$	3 \$	3 \$
Frais d'intérêts	9 478	9 165	63	69
Rendement prévu des actifs des régimes	(10 585)	(9 418)	–	–
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés	104	83	(8)	(8)
Amortissement de (l'actif) l'obligation transitoire	(500)	(502)	59	59
Variation de la provision pour moins-value	–	2 664	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette constatée	345	81	15	8
Charge d'avantages sociaux	974 \$	3 007 \$	132 \$	131 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 18. Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les hypothèses significatives que la direction considère les plus probables pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

	2010	2009
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>		
Taux d'actualisation en fin d'exercice	5,25 %	6,25 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 – 3,50 %	3,25 %
<b>Coût périodique courant</b>		
Taux d'actualisation	6,25 %	7,50 %
Rendement prévu sur l'actif des régimes	7,00 %	7,00 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50 – 3,75 %	3,25 %

La tendance du taux présumé du coût des soins de santé utilisé dans le calcul de l'obligation au titre des avantages complémentaires à la retraite était de 8,2 % à la fin de 2010. Selon les prévisions, le coût des régimes devrait diminuer graduellement au cours des huit prochaines années pour s'établir à 5,0 % et demeurer à ce niveau par la suite. Un changement de 1,0 % dans ce taux aurait les effets suivants :

	Avantages complémentaires à la retraite	
	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur le coût des prestations et intérêts	6 \$	(5)\$
Incidence sur l'obligation au titre des prestations constituées	92	(81)

#### Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la Société au titre des régimes de retraite à cotisations déterminées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 s'élève à 3 163 000 \$ (2 960 000 \$ en 2009).

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 19. Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Les transactions avec des sociétés apparentées effectuées dans le cours normal des activités de la Société sont enregistrées à la valeur d'échange telle que négociée entre les parties.

#### Produits d'exploitation

Au cours de l'exercice 2010, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu à des sociétés sous contrôle commun et affiliées, fourni des services de production, de postproduction et autres et a enregistré des revenus d'abonnement pour un montant global de 57 049 000 \$ (55 669 000 \$ en 2009).

#### Charges d'exploitation, de vente et d'administration

La Société a comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 350 000 \$ (4 224 000 \$ en 2009).

La Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de communication, des achats d'espaces publicitaires et des charges de services professionnels, provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 18 604 000 \$ (18 906 000 \$ en 2009). Le bilan n'inclut aucun droit de diffusion auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées (50 000 \$ dans les droits de diffusion présentés à court terme en 2009). De plus, le bilan inclut des droits de diffusion à payer présentés à court terme s'élevant à 100 000 \$ (120 000 \$ en 2009) auprès de ces mêmes sociétés.

#### World Color Press Inc. (« World Color Press »)

Au cours de l'exercice 2009, la Société a acquis, auprès de filiales de Quebecor Media, des créances envers World Color Press d'un montant total de 1 364 000 \$ en contrepartie d'un paiement de 1 334 000 \$. À la suite de ces transactions, la Société a enregistré un gain de 30 000 \$ lequel a été enregistré à titre de surplus d'apport.

#### Autres transactions

Tel que mentionné à la note 3, au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, Quebecor Media, ont mis en place une nouvelle société en nom collectif, SUN News. La Société détient une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détient 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif sont consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media est enregistrée au poste « Participation minoritaire » à l'état consolidé des résultats. Au cours de l'exercice 2010, une contribution totale de 10 539 000 \$ a été effectuée par les sociétaires dont une mise de fonds de 5 164 000 \$ par Corporation Sun Media.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 19. Opérations conclues entre sociétés apparentées (suite)

#### Autres transactions (suite)

Le 25 décembre 2010, la Société est devenue l'unique propriétaire des actifs de la station SUN TV dans le cadre d'une réorganisation corporative qui a mené ultimement à la liquidation de Sun TV Company, une société auparavant détenue à 75 % par Groupe TVA et à 25 % par Corporation Sun Media. La contrepartie de cette acquisition d'un montant de 2 000 000 \$ avait déjà été versée par la Société à Corporation Sun Media en juin 2009 à titre d'engagement. Toutes les transactions découlant de cette réorganisation ont été comptabilisées à la valeur comptable des actifs transférés entre les parties et ont entraîné un ajustement de 2 000 000 \$ qui a été comptabilisé aux bénéfices non répartis.

En 2009, compte tenu que la participation minoritaire dans Sun TV Company était devenue nulle au cours du quatrième trimestre de 2009, la Société a enregistré 100 % des pertes de SUN TV dans ses résultats consolidés à partir de ce trimestre.

Le 27 juin 2009, Sun TV Company, alors détenue à 75 % par la Société et exploitant la station de télévision SUN TV, a procédé à une transaction de réduction de la consolidation fiscale mise en place le 12 juillet 2005 avec son actionnaire sans contrôle Corporation Sun Media. Afin de réaliser cette transaction, Sun TV Company a reçu un remboursement complet des obligations convertibles de Corporation Sun Media pour un montant de 9 750 000 \$. En contrepartie, Sun TV Company a racheté de Corporation Sun Media, la totalité des actions privilégiées rachetables au gré du détenteur avec dividendes cumulatifs et fixes de 10,85 %, pour un montant de 9 750 000 \$. Cette transaction a résulté pour la Société, au niveau consolidé, à la réduction d'un placement à long terme en obligations convertibles de 9 750 000 \$ et d'un montant équivalent de réduction en actions privilégiées rachetables.

Au cours de 2009, la société mère, Quebecor Media, avait procédé à la liquidation de la société Canoë inc. (« Canoë »), qui était détenue à 86,2 % par Quebecor Media et à 13,8 % par Groupe TVA, et ses actifs ont été distribués proportionnellement aux actionnaires. Toutes les transactions découlant de cette liquidation ont été comptabilisées à la valeur comptable des actifs transférés entre les sociétés apparentées et un ajustement de 7 247 000 \$ a été comptabilisé directement aux bénéfices non répartis de la Société. Cet ajustement représente la différence entre la valeur comptable de 11 262 000 \$ du placement de Groupe TVA dans Canoë et la valeur comptable nette de 4 015 000 \$ des actifs reçus à la liquidation, comprenant une somme en espèces de 2 000 000 \$, trois portails au montant de 700 000 \$ dont le site « Argent/Money » et les avantages fiscaux y afférant de 1 315 000 \$.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 19. Opérations conclues entre sociétés apparentées (suite)

#### Autres transactions (suite)

##### *Canal Indigo*

Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, suite à l'acceptation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), la Société a vendu à une société sous contrôle commun de la société mère Quebecor Media, la licence d'exploitation et les actifs de Canal Indigo S.E.N.C. pour un montant de 105 000 \$. Suite à cette transaction, la Société a enregistré un gain de 70 000 \$ lequel a été comptabilisé à titre de surplus d'apport.

### 20. Engagements, garanties et éventualités

#### a) Contrats de location et ententes d'achat

La Société s'est engagée en vertu de contrats de location-exploitation, principalement pour des services et des locaux ainsi que pour des contrats d'acquisition de droits de distribution et de diffusion, représentant des paiements totaux de 91 664 000 \$ dont 12 573 000 \$ avec des sociétés apparentées. Les paiements minimums pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

---

2011	49 009 \$
2012	26 746
2013	5 490
2014	3 204
2015	2 055
2016 et suivants	5 160

---

#### b) Garanties

La Société a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués, à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet, est inférieure à leur valeur résiduelle garantie, la Société devra alors compenser le bailleur, sous réserve de certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. Au 31 décembre 2010, l'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 299 000 \$ (591 000 \$ au 31 décembre 2009) et la Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces garanties. Dans les années précédentes, la Société n'a effectué aucun paiement relativement à ces garanties.



# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 20. Engagements, garanties et éventualités (suite)

#### b) Garanties (suite)

Dans le cours normal de ses opérations, la Société procure à des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions, ententes de services et contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les coûts engagés en regard de certains changements aux lois et règlements (incluant ceux relatifs aux lois fiscales) ou résultant de poursuites judiciaires ou sanctions réglementaires résultant de ces transactions. Les termes de ces indemnisations vont varier d'une transaction à l'autre, en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que celle-ci pourrait être tenue de verser aux contreparties. La Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces ententes, puisqu'elle estime n'avoir aucun paiement à effectuer en vertu de celles-ci.

#### c) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est impliquée dans divers poursuites, litiges et réclamations. De l'avis de la direction, la résolution de ces poursuites, litiges et réclamations n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Société.

##### *Litige avec une société d'impression*

Des procédures judiciaires contre la Société ont été intentées par une tierce partie en relation avec la terminaison des services d'impression et services connexes fournis par cette partie à la Société. Cette tierce partie recherche également une déclaration d'invalidité de cessions de créances acquises par la Société auprès de filiales de Quebecor Media et des compensations qui en ont découlé. Les entités ayant cédé des créances se sont engagées à indemniser intégralement la Société si les compensations et cessions devaient être déclarées invalides. La somme totale réclamée en relation avec ces procédures judiciaires est de l'ordre de 15 870 000 \$. Le résultat de ces recours ne peut être déterminé avec certitude. Cependant, la direction croit que ceux-ci sont sans fondement et a l'intention de défendre sa position avec vigueur. Ces recours sont toujours en cours au 31 décembre 2010.

# **GROUPE TVA INC.**

## **Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)**

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### **20. Engagements, garanties et éventualités (suite)**

#### **c) Éventualités (suite)**

##### *Règlement d'un litige*

Depuis 2003 et 2004, des sociétés, y compris Groupe TVA inc., ont poursuivi la Couronne devant la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale et déposé une demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada, alléguant que les droits de licences de la Partie II (« Droits de la Partie II »), devant être payés annuellement au CRTC par les radiodiffuseurs et distributeurs de radiodiffusion, constituaient en fait et en droit une taxe non autorisée par la Loi sur la radiodiffusion. Le 7 octobre 2009, les parties à cette instance, y compris Groupe TVA inc., ont signé un règlement hors cour en vertu duquel, entre autres, les sociétés demanderesse se sont désistées de leur contestation et de leurs réclamations monétaires, et le gouvernement a renoncé à réclamer les Droits de la Partie II impayés pour la période entre le 1<sup>er</sup> septembre 2006 et le 31 août 2009. En conséquence de ce règlement, la Société a renversé, en 2009, une provision de 9 012 000 \$ représentant les Droits de la Partie II impayés au 31 août 2009.

### **21. Instruments financiers et gestion des risques financiers**

La politique de gestion des risques financiers de la Société est établie pour identifier et analyser les risques rencontrés par la Société, y instaurer des limites et des contrôles et en faire le suivi par rapport à leurs limites. La politique de gestion des risques est revue, lorsque nécessaire, pour refléter les changements dans les conditions du marché ainsi que dans les activités de la Société.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 21. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

De par son utilisation d'instruments financiers, la Société et ses filiales sont exposées au risque de crédit, au risque de liquidité ainsi qu'au risque de marché relié aux fluctuations de taux de change et de taux d'intérêt. Afin de gérer le risque relié aux fluctuations des taux d'intérêt, la Société peut occasionnellement utiliser des ententes de swap de taux d'intérêt. La Société a utilisé un instrument financier dérivé en 2009, soit un swap sur le taux d'intérêt. Le 16 décembre 2009, à la suite du refinancement de sa dette à long terme, ce swap a été racheté par la Société au montant de 161 000 \$, lequel a été constaté dans les charges financières. La Société a également renversé la perte non réalisée du swap antérieurement comptabilisée au résultat étendu pour un montant de 434 000 \$. La Société utilisait un swap de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur une partie de la dette à long terme. Ce swap de taux d'intérêt était désigné comme couverture de flux de trésorerie puisqu'il y a eu conversion d'un taux d'intérêt variable à un taux fixe. La Société avait choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour cet instrument financier dérivé. Elle n'avait pas utilisé cet instrument financier dérivé pour des fins spéculatives.

Au 31 décembre 2010, la Société ne détenait aucune entente de swap de taux d'intérêt.

#### a) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme prêts et créances), des créditeurs et charges à payer de tierces parties et des sociétés apparentées ainsi que des droits de diffusion et de distribution à payer (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an ou sont dus sur demande. La juste valeur des placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placement.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme aux 31 décembre 2010 et 2009 sont les suivantes :

	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Acceptations bancaires	15 986 \$	15 986 \$	14 927 \$	14 927 \$
Avance sur le crédit rotatif	302	302	—	—
Prêt à terme	75 000	76 100	75 000	75 000

La juste valeur des passifs financiers est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments financiers ayant la même échéance.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 21. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

#### a) Juste valeur des instruments financiers (suite)

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, *Instruments financiers - informations à fournir*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans le bilan et se détaille comme suit :

- Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La juste valeur de l'encaisse et du découvert bancaire classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée en utilisant des données du niveau 1.

#### b) Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société encoure une perte financière si un client ou une tierce partie relié à un actif financier n'arrive pas à rencontrer ses engagements contractuels.

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. Au 31 décembre 2010, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses pour répondre au risque de crédit propre à ses clients. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Société ne croit donc pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2010, 4,60 % des comptes à recevoir étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (2,72 % au 31 décembre 2009). De plus, au 31 décembre 2010, la provision pour pertes sur créances représente un montant de 3 035 000 \$ (2 749 000 \$ au 31 décembre 2009).

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 21. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

#### b) Gestion du risque de crédit (suite)

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009 :

	2010	2009
Solde au début de l'exercice	2 749 \$	3 978 \$
Variation comptabilisée à l'état consolidé des résultats	885	1 083
Utilisation	(599)	(2 312)
Solde à la fin de l'exercice	3 035 \$	2 749 \$

#### c) Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer mais à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes ainsi que de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et les remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions.

Au 31 décembre 2010, les obligations et les échéances des passifs financiers de la Société se détaillent comme suit :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans
Découvert bancaire	3 557 \$	3 557 \$	– \$	– \$
Créditeurs et charges à payer	80 607	80 607	–	–
Droits de diffusion et de distribution à payer	28 813	25 879	2 934	–
Dettes à long terme	91 288	–	16 288	75 000
Paiements d'intérêts <sup>(1)</sup>	19 198	5 444	9 599	4 155
Total	223 463 \$	115 487 \$	28 821 \$	79 155 \$

<sup>(1)</sup> L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme à taux variable est basée sur les taux d'intérêts en vigueur au 31 décembre 2010.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 21. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

#### d) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des changements surviennent dans les prix du marché sur les taux de change étranger et les taux d'intérêt qui pourraient affecter les produits d'exploitation de la Société ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion de risque de marché est de minimiser et de contrôler les expositions à l'intérieur de paramètres acceptables.

##### *Risque de change étranger*

La Société est exposée à un risque de change étranger limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans les devises étrangères soit autres que la devise canadienne. La devise étrangère la plus transigée est le dollar américain et celle-ci est utilisée principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises étrangères, la Société ne voit pas la nécessité d'utiliser de couverture de change. En conséquence, la sensibilité de la Société à la variation de taux de change étranger est limitée. Une augmentation ou une diminution de 1,0 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact sur le bénéfice net de moins de 100 000 \$ sur une base annuelle.

##### *Risque de taux d'intérêt*

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La Société a conclu le refinancement de sa dette à long terme le 11 décembre 2009 et elle a maintenant une partie importante de sa dette à long terme avec un taux fixe, ce qui limite de façon importante le risque lié à la variation des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2010, la dette à long terme de la Société comprenait une portion de 82 % (83 % au 31 décembre 2009) de dette à taux fixe et une portion de 18 % (17 % au 31 décembre 2009) de dette à taux variable.

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice utilisant le niveau de dette à long terme à taux variable au 31 décembre 2010 refléterait une augmentation (diminution) annuelle de 163 000 \$ des charges financières (150 000 \$ en 2009).

La Société revoit sa situation régulièrement pour s'assurer que les risques n'ont pas changé.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 21. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

#### e) Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société dans sa gestion de capital sont :

- de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à fournir un rendement à ses actionnaires;
- de maintenir une base optimale de sa structure de capital dans le but de supporter les besoins de capitaux dans les différents secteurs d'activités, incluant les opportunités de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs ainsi que des créanciers.

La Société gère sa structure de capital selon les caractéristiques des risques reliés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises s'il y a lieu. La Société a l'habileté de gérer sa structure de capital en obtenant de nouvelles dettes ou en remboursant sa dette actuelle avec les entrées d'argent générées à l'interne, en contrôlant les montants distribués aux actionnaires soit sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, en émettant du nouveau capital-actions sur le marché et en apportant des ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. La stratégie de la Société est demeurée inchangée comparativement à celle de l'année précédente.

La structure de capital de la Société est composée d'un avoir des actionnaires, d'un découvert bancaire, d'une dette à long terme et de la participation minoritaire, moins les espèces.

La structure de capital se présente comme suit :

	2010	2009
Découvert bancaire	3 557 \$	974 \$
Dette à long terme	91 288	89 927
Participation minoritaire	4 511	—
Espèces	(5 605)	(1 924)
Dettes nettes	93 751 \$	88 977 \$
Avoir des actionnaires	268 513 \$	237 095 \$

À l'exception des exigences de ratios financiers requises dans ses conventions de crédit, la Société n'est sujette à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2010, la Société respecte toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

---

### 22. Information sectorielle

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés, de SUN TV, de la commercialisation des sites Internet associés aux différentes marques télévisuelles, des compagnies de production incluant TVA Productions inc., de la production commerciale incluant la division TVAccès, les activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques, les activités de production et de distribution de produits audiovisuels et de films réalisés par la division TVA Films;
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc., éditeur de magazines de langue française spécialisés dans les domaines des arts, du spectacle, de la télévision, de la mode, de la décoration et autres, la commercialisation des sites Internet associés aux différentes marques reliées aux magazines ainsi que les activités de la division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

Les éléments intersectoriels représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des affaires effectuées entre les secteurs d'activités de la Société en ce qui a trait aux produits et aux charges.

Par le passé, la Société exerçait ses activités dans trois secteurs d'exploitation. À la suite des modifications apportées à la structure de gestion de la Société depuis le premier trimestre de l'exercice 2010, les activités de l'ancien secteur Distribution ont été intégrées à celles du secteur Télévision. L'information financière de l'exercice précédent a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les secteurs isolables déterminés par la direction de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques qui offrent des biens et services divers. Ils sont gérés séparément, entre autres, parce que chaque secteur exige des stratégies de mise en marché différentes.

Les conventions comptables pour ces secteurs sont les mêmes que celles suivies par la Société dans son ensemble (voir note 1).



# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 22. Information sectorielle (suite)

Les tableaux suivants présentent des informations sur les résultats et sur l'actif :

	2010			
	Télévision	Édition	Éléments inter-sectoriels	Total
Produits d'exploitation	377 283 \$	75 004 \$	(4 095)\$	448 192 \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	312 848	63 287	(4 095)	372 040
Bénéfice avant amortissement, charges financières, frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, impôts sur le bénéfice, participation minoritaire et part du bénéfice dans la société satellite	64 435 \$	11 717 \$	– \$	76 152 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	18 183 \$	169 \$	– \$	18 352 \$
Acquisitions d'actifs incorporels	5 145 \$	748 \$	– \$	5 893 \$
Écart d'acquisition	2 539 \$	69 442 \$	– \$	71 981 \$
Actif total	429 933 \$	84 344 \$	– \$	514 277 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

(Les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option.)

### 22. Information sectorielle (suite)

	2009		
	Télévision	Édition	Éléments inter-sectoriels
			Total
Produits d'exploitation	368 325 \$	73 974 \$	(3 330) \$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	299 371	62 901	(3 330)
Bénéfice avant amortissement, charges financières, frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, impôts sur le bénéfice, participation minoritaire et part du bénéfice dans la société satellite	68 954 \$	11 073 \$	– \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	15 961 \$	300 \$	– \$
Acquisitions d'actifs incorporels	6 519 \$	191 \$	– \$
Écart d'acquisition	2 539 \$	69 442 \$	– \$
Actif total	401 040 \$	84 483 \$	– \$

### 23. Événement subséquent

Le 7 mars 2011, le conseil d'administration de Groupe TVA a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action sur les actions de classes A et B. Ce dividende sera versé le 6 avril 2011 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 22 mars 2011. Ce dividende est désigné à titre de dividende déterminé conformément au paragraphe 89(14) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada et de son équivalent provincial.

## **GROUPE TVA INC.**

### **Rapport de gestion annuel**

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

## **PROFIL DE L'ENTREPRISE**

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Quebecor Media inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films, en production commerciale et dans le télé-achat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter neuf services spécialisés et une station généraliste de langue anglaise à Toronto. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. En édition, Groupe TVA publie plus de 70 magazines, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'éditions sur mesure et de production commerciale imprimée favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. Les actions de classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. De plus, les états financiers de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 ont été préparés en conformité avec les PCGR canadiens.

## **SECTEURS D'ACTIVITÉS**

Au cours du premier trimestre 2010, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ces changements, les activités de distribution de produits audiovisuels sont maintenant intégrées aux activités du secteur de la télévision. Ce regroupement cadre parfaitement avec la stratégie de gestion de marques de la Société. L'information financière des périodes correspondantes de 2009 et 2008 a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Dorénavant, les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la station généraliste anglophone SUN TV, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels et films de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc. (« TVA Publications »), une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans les domaines des arts, du spectacle, de la télévision, de la mode, de la décoration et autres et de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

## **FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2009**

- Le 26 novembre 2010, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a approuvé la demande de licence déposée par la Société au nom de la société en nom collectif SUN TV News (« SUN News ») pour l'exploitation d'un service national d'émissions spécialisées d'information et d'opinion de catégorie 2 de langue anglaise. Ce nouveau service SUN News devrait débiter ses opérations au courant du printemps 2011.
- Le 13 octobre 2010, le CRTC a approuvé les demandes de licence de Groupe TVA pour deux services spécialisés de catégorie 2 de langue française. Le premier offrira une programmation consacrée au style, à la beauté et au mieux-être, dont la mise en ondes est prévue au printemps 2011. Le deuxième offrira une programmation axée sur l'actualité artistique, l'industrie du divertissement et l'humour.

- Le 7 septembre 2010, Groupe TVA a procédé à la signature de la nouvelle convention collective avec ses employés de Montréal. Celle-ci est maintenant en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012.
- Le 15 juin 2010, la Société et Corporation Sun Media, filiale de QMI ont annoncé la mise en place d'un partenariat (51 % TVA et 49 % Corporation Sun Media) en vue de mettre sur pied la chaîne spécialisée SUN News.
- Le 1<sup>er</sup> avril 2010, lancement du nouveau service spécialisé « YOOPA » dédié exclusivement à la petite enfance.
- Le 17 mars 2010, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions dans le cours normal des affaires pour ses actions de classe B.
- Le 26 février 2010, le CRTC a approuvé la demande de licence de Groupe TVA pour un service spécialisé de catégorie 2 consacré à tous les aspects du sport et concentré principalement sur les sports professionnels canadiens d'intérêt général.

## **MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES PCGR DU CANADA**

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Elle utilise ces mesures financières hors PCGR car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors PCGR de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures divulguées par d'autres sociétés ayant des normes semblables.

### **Bénéfice ou perte d'exploitation**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, les impôts sur le bénéfice, la participation minoritaire et la part du bénéfice dans la société satellite. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux PCGR du Canada. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les PCGR du Canada. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés de la Société.

**Tableau 1****Conciliation du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés**

(en milliers de dollars)

	<b>Exercices terminés les 31 décembre</b>			<b>Trois mois terminés les 31 décembre</b>	
	<b>2010</b>	2009	2008	<b>2010</b>	2009
Bénéfice d'exploitation :					
Télévision	<b>64 435 \$</b>	68 954 \$	56 644 \$	<b>27 472 \$</b>	30 449 \$
Édition	<b>11 717</b>	11 073	9 306	<b>2 374</b>	1 772
Bénéfice d'exploitation total	<b>76 152</b>	80 027	65 950	<b>29 846</b>	32 221
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	<b>15 061</b>	14 274	13 468	<b>4 147</b>	3 911
Charges financières	<b>5 621</b>	2 960	1 760	<b>1 419</b>	1 017
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre	<b>9 138</b>	(794)	184	<b>792</b>	-
Impôts sur le bénéfice	<b>9 929</b>	17 098	8 317	<b>4 518</b>	7 013
Participation minoritaire	<b>(653)</b>	(1 906)	(1 802)	<b>(449)</b>	(254)
Part du bénéfice dans la société satellite	<b>(1 116)</b>	(728)	(889)	<b>(406)</b>	(531)
<b>Bénéfice net</b>	<b>38 172 \$</b>	49 123 \$	44 912 \$	<b>19 825 \$</b>	21 065 \$

**Bénéfice ou perte d'exploitation normalisée(e)**

Le bénéfice (la perte) d'exploitation normalisé(e) est constitué(e) du bénéfice d'exploitation lequel est ajusté pour tenir compte des ajustements aux droits de la partie II du CRTC. Ce bénéfice (perte) d'exploitation normalisé(e) présente les résultats d'exploitation tels qu'ils auraient été en excluant les ajustements aux droits de la partie II du CRTC pour les périodes concernées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation normalisé(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux PCGR du Canada. Ce n'est pas, non plus, une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les PCGR du Canada. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation normalisé(e) est un instrument utile d'évaluation du rendement. Se référer au tableau 5 de la section **Télévision** pour la conciliation. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation normalisé(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

**Charges d'exploitation normalisées**

Les charges d'exploitation normalisées sont constituées des charges d'exploitation, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des différents ajustements aux droits de la partie II du CRTC. Ces charges d'exploitation normalisées présentent les charges d'exploitations telles qu'elles auraient été en excluant les ajustements aux droits de la partie II du CRTC pour les périodes concernées. Les charges d'exploitations normalisées, telles que définies ci-dessus, ne sont pas une mesure des charges définie conformément aux PCGR du Canada. Ce n'est pas, non plus, une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité.

Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les PCGR du Canada. Se référer au tableau 5 de la section **Télévision** pour la conciliation des charges d'exploitation normalisées. Signalons que la définition des charges d'exploitation normalisées adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

## COMPARAISON DES EXERCICES 2010 ET 2009

### Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

**Produits d'exploitation** de 448 192 000 \$, en hausse de 9 223 000 \$ (2,1 %).

- Hausse de 8 958 000 \$ (2,4 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la hausse de 18,5 % des produits d'exploitation des services spécialisés et à la hausse de 28,5 % des produits d'exploitation de TVA Accès, contrebalancée en partie par la perte de revenu découlant de la vente du Canal Indigo le 1<sup>er</sup> décembre 2009.
- Augmentation de 1 030 000 \$ (1,4 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la hausse des revenus de subventions suite aux changements dans les programmes d'aide gouvernementale pour les magazines, contrebalancée partiellement par une baisse de 6,7 % des revenus en kiosque.

**Tableau 2**  
**Produits d'exploitation**  
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2010	2009	2008	2010	2009	
Télévision	377 283	\$ 368 325	\$ 360 955	\$ 115 516	\$ 111 342	\$
Édition	75 004	73 974	78 606	19 260	18 121	
Éléments intersectoriels	(4 095)	(3 330)	(2 838)	(1 389)	(1 009)	
	448 192	\$ 438 969	\$ 436 723	\$ 133 387	\$ 128 454	\$

**Bénéfice d'exploitation** de 76 152 000 \$, en baisse de 3 875 000 \$ (-4,8 %).

- Diminution de 4 519 000 \$ (-6,6 %) dans le secteur de la télévision (tableau 3) occasionnée surtout par les diminutions du bénéfice d'exploitation de 9,9 % pour le Réseau TVA et de 12,2 % pour les services spécialisés due au renversement des droits de la partie II du CRTC survenu au quatrième trimestre de 2009. Durant le présent exercice, la division TVA Films a réduit sa perte d'exploitation de 75,8 % comparativement à l'exercice précédent.
- Hausse de 644 000 \$ (5,8 %) dans le secteur de l'édition (tableau 3) principalement due à la hausse des revenus de subventions et au chevauchement des programmes d'aide gouvernementale pour les magazines jumelé à une réduction de 3,8 % des charges d'exploitation reliées aux frais d'impression et de rédaction malgré la diminution de 6,7 % des revenus en kiosque.

**Tableau 3**  
**Bénéfice d'exploitation**  
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre		
	2010	2009	2008	2010	2009	
Télévision	64 435	\$ 68 954	\$ 56 644	\$ 27 472	\$ 30 449	\$
Édition	11 717	11 073	9 306	2 374	1 772	
	76 152	\$ 80 027	\$ 65 950	\$ 29 846	\$ 32 221	\$

**Bénéfice net** de 38 172 000 \$ (1,61 \$ par action dilué) comparativement à 49 123 000 \$ (2,05 \$ par action dilué) à la même période de 2009.

- Cet écart défavorable de 10 951 000 \$ (0,44 \$ par action dilué) s'explique surtout par :
  - la baisse de 3 875 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
  - l'écart défavorable de 9 932 000 \$ dans les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre;
  - la hausse de 2 661 000 \$ des charges financières;

Partiellement compensé par :

- la diminution de 7 169 000 \$ des impôts sur le bénéfice.
- Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, et sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 916 945 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

**Charge d'amortissement** des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de 15 061 000 \$, soit une hausse de 787 000 \$ (+5,5 %).

- Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des acquisitions en immobilisations corporelles et actifs incorporels effectuées au cours des deux dernières années notamment dans le cadre du plan d'investissement que la Société a mis en place pour effectuer la transition au mode de diffusion et de production en haute définition (HD) et pour implanter certains logiciels applicatifs pour son secteur de la télévision.

**Charges financières** de 5 621 000 \$, soit une hausse de 2 661 000 \$ qui s'explique principalement par des coûts de crédit plus onéreux suite au renouvellement de la convention de crédit en décembre 2009.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre** de 9 138 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 comparativement à un renversement de charge de 794 000 \$ pour l'exercice précédent.

- Cet écart défavorable de 9 932 000 \$ s'explique par les éléments suivants:
  - Au cours du deuxième trimestre 2010, la Société et Corporation Sun Media, filiale de QMI, ont annoncé la mise en place d'un nouveau partenariat (51 % TVA et 49 % Corporation Sun Media) visant la mise sur pied d'une nouvelle chaîne spécialisée d'information et d'opinion, SUN News, dans le marché anglophone canadien. La Société a également annoncé son intention de cesser l'exploitation de sa station généraliste actuelle SUN TV dès la mise en ondes du nouveau service spécialisé qui est prévu au printemps 2011.

Suite à ce repositionnement, la Société a enregistré, au cours l'année 2010, une charge de dépréciation des inventaires de droits de diffusion de 5 966 000 \$, une charge de dépréciation de certains équipements de 2 235 000 \$ et des frais de rationalisation de 479 000 \$.

- Des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 963 000 \$ (532 000 \$ au premier trimestre de 2010 et 431 000 \$ au troisième trimestre de 2010) suite à l'abolition de plusieurs postes.
- L'ajustement à la baisse de 794 000 \$ de sa provision pour frais de rationalisation relativement aux activités de production d'une ancienne filiale enregistré en 2009;

Partiellement compensé par :

- Un gain de 505 000 \$ réalisé au premier trimestre de 2010, relié à une indemnité d'assurance couvrant un événement ayant conduit à la perte totale d'une immobilisation corporelle au cours du dernier trimestre de 2009.
- Le solde de la provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation totalise 1 774 000 \$ au 31 décembre 2010 (981 000 \$ au 31 décembre 2009). Au cours de l'exercice 2010, des frais de 649 000 \$ (1 021 000 \$ en 2009) ont été imputés contre la provision.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 9 929 000 \$ (taux d'imposition effectif de 21,4 %) pour l'exercice 2010 comparativement à 17 098 000 \$ (taux d'imposition effectif de 26,9 %) pour l'exercice précédent.

- Au cours de l'exercice 2010, à la lumière de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts futurs de 4 847 000 \$ (2 894 000 \$ en 2009). En excluant ces économies fiscales, le taux d'impôts de l'exercice 2010 aurait été de 31,9 % (31,4 % en 2009). La hausse de ce taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 29,9 % (30,9 % en 2009) s'explique essentiellement par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles ainsi que par l'impact de la consolidation fiscale et de la liquidation de Sun TV Company au cours de l'exercice 2010.

**Participation minoritaire** de 653 000 \$ pour l'exercice 2010, contre 1 906 000 \$ pour l'exercice précédent.

- La participation minoritaire de l'exercice 2010 représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte nette de SUN News. La participation minoritaire pour l'exercice 2009 représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte nette de Sun TV Company.
- La Société enregistre 100% des résultats de SUN TV dans ses résultats consolidés depuis la période durant laquelle la participation minoritaire de Corporation Sun Media dans Sun TV Company est devenue nulle, soit au cours du quatrième trimestre 2009.

**Part du bénéfice dans la société satellite** de 1 116 000 \$, soit une hausse de 388 000 \$, qui s'explique par de meilleurs résultats d'exploitation d'une société du domaine de la télévision comparativement à la période correspondante de 2009.



## Analyse par secteur d'activités

### Télévision

**Produits d'exploitation** de 377 283 000 \$, soit une augmentation de 8 958 000 \$ (2,4 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Hausse de 25,7 % des revenus publicitaires des services spécialisés :
  - le service de nouvelles « LCN » a connu une croissance de 17,3 %;
  - la nouvelle chaîne « YOOPA » lancée le 1<sup>er</sup> avril 2010 s'accapare 16,0 % de la croissance totale des revenus publicitaires; alors que
  - la hausse de l'ensemble des autres services spécialisés a été de 34,6 %;
- Hausse de 14,1 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
  - « addikTV » et « Prise 2 » avec tous deux une croissance de 23,8 % et « CASA », anciennement « Les idées de ma maison », avec une croissance de 42,3 %;
  - la nouvelle chaîne « YOOPA » s'accapare 25,3 % de la croissance totale des revenus d'abonnement;
- Hausse des revenus du Réseau TVA provenant de 12 mois d'admissibilité au Fonds d'amélioration de la programmation locale (« FAPL ») en 2010 comparativement à 3 mois en 2009;
- Hausse de 19,6 % des revenus provenant des activités de la production commerciale;

Partiellement compensée par :

- L'impact à la baisse sur les revenus suite à la vente du service de télévision à la carte « Canal Indigo » le 1<sup>er</sup> décembre 2009;
- La baisse de 1,3 % des revenus publicitaires du Réseau TVA.

### Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010, le Réseau TVA a vu ses parts de marché diminuer de 2 parts comparé à la même période de 2009 alors que le Réseau V a connu une augmentation de 0,6 part et la Société Radio-Canada « SRC » une diminution de 0,6 part. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 25,1 parts de marché, soit plus du double de la SRC et plus du triple du Réseau V. De plus, la plupart de nos services spécialisés ont connu une augmentation de leur part de marché, notamment « addikTV », « Prise 2 » et « CASA », qui ont chacun connu une augmentation de 0,2 part et « LCN » qui a connu une augmentation de 0,4 part pour atteindre 3,9 parts comparativement aux 2,7 parts que détient « RDI ». Notre nouveau service spécialisé « YOOPA » a atteint 0,4 part pour l'année 2010.

Les parts de marché combinées des chaînes spécialisées francophones de Groupe TVA ont été de 6,2 parts pour l'année 2010 comparativement à 4,9 parts en 2009, soit une croissance de 1,3 part ou 26,5 %. Les parts de marché totales de Groupe TVA sont demeurées relativement stables à 31,3 parts pour l'année 2010 comparativement à 32,0 parts en 2009 et ce, malgré la forte concurrence dans le domaine télévisuel. Le Réseau TVA a diffusé 23 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant l'année dont deux des trois les plus regardées soit *Le Banquier - spécial Lance et compte* et *Des nouvelles de Céline* avec chacune plus de 2,1 millions de téléspectateurs.

**Tableau 4**  
**Statistiques d'écoute du marché francophone**

Année 2010 vs 2009 Parts de marché (%)				
	2010	2009	Var. %	Écart
<b>Chaînes généralistes francophones :</b>				
TVA	25,1	27,1	- 7,4 %	- 2,0
SRC	12,4	13,0	- 4,6%	- 0,6
V	7,3	6,7	+ 9,0 %	+ 0,6
<b>Total</b>	<b>44,8</b>	<b>46,8</b>	<b>- 4,3%</b>	<b>- 2,0</b>
<b>Spécialisées francophones</b>				
TVA	6,2	4,9	+26,5 %	+1,3
Autres	40,9	40,9	-	-
<b>Total</b>	<b>47,1</b>	<b>45,8</b>	<b>+2,8 %</b>	<b>+1,3</b>
<b>Total anglophones et autres</b>	<b>8,1</b>	<b>7,4</b>	<b>+ 9,5 %</b>	<b>+0,7</b>
<b>Groupe TVA</b>	<b>31,3</b>	<b>32,0</b>	<b>- 2,2 %</b>	<b>- 0,7</b>
<i>Source : Sondages BBM. Québec franco, 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010, l-d, 2h-2h, t2+.</i>				

#### Charges d'exploitation normalisées et bénéfice d'exploitation normalisé

Depuis 2003 et 2004, des sociétés, y compris la Société, ont poursuivi la Couronne devant la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale et déposé une demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada, alléguant que les droits de la partie II (« Droits de la Partie II »), devant être payés annuellement au CRTC par les radiodiffuseurs et distributeurs de radiodiffusion, constituaient en fait et en droit une taxe non autorisée par la loi sur la radiodiffusion. Le 7 octobre 2009, les parties à cette instance ont signé un règlement hors cour de ce litige en vertu duquel, entre autres, les sociétés demanderesse se sont désistées de leur contestation et de leurs réclamations monétaires, et le gouvernement a renoncé à réclamer les Droits de la Partie II impayés pour la période entre le 1<sup>er</sup> septembre 2006 et le 31 août 2009. En conséquence de ce règlement, la Société a renversé au cours du quatrième trimestre de 2009 la provision de 9 012 000 \$ représentant les Droits de la Partie II impayés au 31 août 2009.

Compte tenu de l'ajustement décrit ci-dessus relativement à ce litige et de l'impact sur les résultats de la Société pour l'année 2009, un tableau des résultats d'exploitation normalisés pour ce secteur d'exploitation est présenté ci-dessous. Ce tableau présente le bénéfice d'exploitation et les charges d'exploitation tels qu'ils auraient été en excluant cet ajustement aux Droits de la Partie II du CRTC pour la période concernée. Cette mesure est utilisée par la direction afin d'obtenir des données comparables pour l'évaluation de la performance du secteur et de la Société.

**Tableau 5**  
**Conciliation charges d'exploitation et bénéfice d'exploitation normalisés**  
(en milliers de dollars)

Secteur télévision	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2008	2010	2009
Produits d'exploitation	<b>377 283 \$</b>	368 325 \$	360 955 \$	<b>115 516 \$</b>	111 342 \$
Charges d'exploitation	<b>312 848</b>	299 371	304 311	<b>88 044</b>	80 893
Ajustement (Partie II)	-	9 012	(4 139)	-	9 012
Charges d'exploitation normalisées	<b>312 848</b>	308 383	300 172	<b>88 044</b>	89 905
<b>Bénéfice d'exploitation normalisé</b>	<b>64 435 \$</b>	59 942 \$	60 783 \$	<b>27 472 \$</b>	21 437 \$

**Charges d'exploitation normalisées** de 312 848 000 \$, soit une augmentation de 4 465 000 \$ (1,4 %).

- Cette augmentation est expliquée principalement par :
  - la hausse de 31,1 % des charges d'exploitation normalisées des services spécialisés principalement due à des investissements accrus en programmation pour la majorité des services et aux coûts d'exploitation du nouveau service « YOOPA » lancé le 1<sup>er</sup> avril 2010;
  - la hausse de 16,7 % des charges d'exploitation des activités reliées à la production commerciale due à un volume accru;
  - l'impact à la hausse sur les charges des coûts de pré-exploitation du service spécialisé SUN News;

Partiellement compensée par :

- la diminution de 17,8 % des charges d'exploitation de TVA Films attribuable à un niveau d'activités réduit et une structure administrative moindre et;
- l'impact à la baisse sur les charges suite à la vente du service de télévision à la carte « Canal Indigo » le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

**Bénéfice d'exploitation normalisé** de 64 435 000 \$, soit une augmentation de 4 493 000 \$ (7,5 %), expliquée principalement par :

- La réduction de 75,8 % de la perte d'exploitation de TVA Films;
- L'augmentation de 31,8 % du bénéfice d'exploitation de la production commerciale due à un volume d'activité accru et à une amélioration de la marge bénéficiaire;

Partiellement compensée par :

- L'impact des dépenses de pré-exploitation de la station SUN News et;
- La perte d'exploitation associée au lancement du service « YOOPA ».

**Analyse de la relation coûts d'exploitation normalisés/revenus :** coûts d'exploitation normalisés pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) de 82,9 % au cours de l'exercice 2010 contre 83,7 % pour l'exercice 2009. Cette baisse des coûts en proportion des revenus s'explique surtout par une gestion serrée des coûts du Réseau TVA dans un contexte où les revenus sont relativement stables d'une année à l'autre et de la réduction significative des charges d'exploitation de la division TVA Films malgré la croissance de 8,2 % de ses revenus.

## Édition

**Produits d'exploitation** de 75 004 000 \$, soit une hausse de 1 030 000 \$ (1,4 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Une hausse de 3 285 000 \$ des revenus de subventions au cours de l'année 2010 suite aux changements dans les programmes d'aide gouvernementale pour les magazines (Voir la section Nouveau Fonds du Canada pour les Périodiques ci-après);
- Une hausse de 1,2 % des revenus publicitaires;

Partiellement compensée par :

- Une baisse de 6,7 % des revenus en kiosque due à une baisse générale des copies vendues des magazines artistiques;
- Une baisse 5,4 % des revenus d'abonnements, principalement pour le magazine « TV Hebdo ».

### Nouveau Fonds du Canada pour les Périodiques (FCP)

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les Périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. Ce programme remplace le Programme d'Aide aux Publications (« PAP ») et le Fonds du Canada pour les Magazines (« FCM ») qui ont pris fin le 31 mars 2010. L'ensemble de l'aide relié à ce nouveau programme est maintenant entièrement enregistré à titre de produits d'exploitation. L'ancien programme PAP représentait une aide liée à la distribution des magazines et était comptabilisée en diminution des charges y afférant (environ 550 000 \$ par trimestre) alors que le programme FCM était enregistré comme produit d'exploitation.

### Statistiques de lectorat et de parts de marché

- Nos hebdomadaires rejoignent près de 3 millions de lecteurs par semaine selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau – automne 2010). Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 891 000 lecteurs.
- Groupe TVA est le numéro un des ventes en kiosque, détenant plus de 73 % des parts de marché des magazines francophones au Québec et 51 % des unités vendues des magazines francophones au Québec (source : Audit Bureau of Circulation au 31 décembre 2010).

**Charges d'exploitation** de 63 287 000 \$, soit une hausse de 386 000 \$ (0,6 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- La hausse des frais reliés à la distribution des magazines, conséquence directe du changement dans la comptabilisation de l'aide gouvernementale suite aux changements de programmes;

Partiellement compensée par :

- La réduction de 4,2 % des dépenses d'impression découlant notamment de la diminution du nombre de pages et d'une gestion serrée du nombre de copies imprimées;
- La baisse de 3,4 % des frais de rédaction.

**Bénéfice d'exploitation** de 11 717 000 \$, soit une hausse de 644 000 \$ (5,8 %), provenant principalement de la croissance des revenus publicitaires et des revenus autres combinée à l'effet favorable des nouveaux programmes de subventions qui ont permis de compenser une croissance de 0,6 % des charges d'exploitation et ainsi accroître le bénéfice d'exploitation.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) relativement stable en passant de 85,0 % pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2009 à 84,4 % pour la même période de 2010.

## COMPARAISON DES QUATRIÈMES TRIMESTRES 2010 ET 2009

### Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

**Produits d'exploitation** de 133 387 000 \$, en hausse de 4 933 000 \$ (3,8 %).

- Hausse de 4 174 000 \$ (3,7 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement aux hausses de 16,4 % des produits d'exploitation des services spécialisés et de 2,5 % de ceux du Réseau TVA.
- Hausse de 1 139 000 \$ (6,3 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la hausse de 9,0 % des revenus publicitaires et à la hausse des revenus de subventions suite aux changements dans les programmes d'aide gouvernementale pour les magazines.

**Bénéfice d'exploitation** de 29 846 000 \$, en baisse de 2 375 000 \$ (-7,4 %).

- Baisse de 2 977 000 \$ (-9,8 %) dans le secteur de la télévision (tableau 3) principalement attribuable à la hausse des charges d'exploitation du Réseau TVA et des services spécialisés due au renversement des Droits de la Partie II du CRTC survenu au quatrième trimestre de 2009. Cette baisse est partiellement compensée par la hausse des produits d'exploitation et l'amélioration significative de la rentabilité de la division TVA Films comparativement au trimestre correspondant de 2009.
- Hausse de 602 000 \$ (34,0 %) dans le secteur de l'édition (tableau 3) principalement attribuable à la croissance des produits d'exploitation.

**Bénéfice net** de 19 825 000 \$ (0,83 \$ par action dilué) au quatrième trimestre 2010, comparativement à 21 065 000 \$ (0,89 \$ par action dilué) à la même période de 2009.

- Cet écart défavorable de 1 240 000 \$ (0,06 \$ par action dilué) s'explique surtout par :
  - La diminution de 2 375 000 \$ du bénéfice d'exploitation;

- l'écart défavorable de 792 000 \$ dans les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, essentiellement dû au repositionnement stratégique des opérations télévisuelles dans le Canada anglais;
- la hausse de 402 000 \$ des charges financières;

Partiellement compensé par :

- l'écart favorable de 2 495 000\$ dans la charge d'impôt sur le bénéfice.
- Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010, et sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009.

**Charge d'amortissement** des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de 4 147 000 \$, soit une hausse de 236 000 \$.

- Cette hausse est attribuable à la croissance des acquisitions en immobilisations corporelles et actifs incorporels du secteur de la télévision compte tenu du plan d'investissement mis en place.

**Charges financières** de 1 419 000 \$, soit une hausse de 402 000 \$.

- Cette hausse s'explique essentiellement par les mêmes éléments mentionnés dans la comparaison des exercices 2010 et 2009.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre** de 792 000 \$ au quatrième trimestre 2010 comparativement à une charge nulle au même trimestre de 2009, soit un écart défavorable de 792 000 \$.

- Suite au repositionnement de SUN TV, la Société a enregistré, au cours du quatrième trimestre de 2010, une charge de dépréciation de ses inventaires de droits de diffusion pour un montant de 538 000 \$ et des frais de rationalisation de ses activités d'exploitation pour un montant de 254 000 \$.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 4 518 000 \$ (taux d'imposition effectif de 19,2 %) au quatrième trimestre 2010 contre 7 013 000 \$ (taux d'imposition effectif de 25,7 %) à la même période de 2009.

- Au cours du quatrième trimestre 2010, à la lumière de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts futurs de 3 366 000 \$ (1 296 000 \$ en 2009). En excluant cette économie fiscale, le taux d'impôts du quatrième trimestre 2010 aurait été de 33,6 % (30,4 % en 2009).

**Participation minoritaire** de 449 000 \$ au quatrième trimestre 2010 contre 254 000 \$ au même trimestre de 2009, ce qui s'explique par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des exercices 2010 et 2009.

**Part du bénéfice dans la société satellite** de 406 000 \$, soit une baisse de 125 000 \$.

- Baisse des résultats comparativement à ceux du trimestre correspondant de 2009 pour une société du domaine de la télévision.

## Analyse par secteur d'activités

### Télévision

**Produits d'exploitation** de 115 516 000 \$, soit une augmentation de 4 174 000 \$ (3,7 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Hausse des produits d'exploitation du Réseau TVA de 2,5 % provenant principalement de ses activités de production d'émissions et de la vidéo sur demande;
- Hausses de 14,2 % des revenus d'abonnement et de 19,5 % des revenus publicitaires des services spécialisés;
- Hausse de 29,1 % des revenus provenant des activités de la production commerciale;

Partiellement compensée par :

- Baisse de 34,4 % des revenus de SUN TV, conséquence directe des changements de programmation découlant de l'arrivée prochaine du service d'informations SUN News;
- L'impact à la baisse sur les revenus suite à la vente du service de télévision à la carte « Canal Indigo » le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

### Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 27 septembre au 2 janvier 2011, le Réseau TVA a vu ses parts de marché diminuer de 1,0 part comparé à la même période de 2009 alors que le Réseau V et la Société Radio-Canada « SRC » ont connu eux aussi respectivement des diminutions de 0,1 part et 0,2 part. Cependant, la plupart de nos services spécialisés ont connu une augmentation de leur part de marché, notamment «addikTV» qui atteint maintenant 1,1 part de marché et « LCN » qui a connu une augmentation de 0,3 part pour atteindre 3,9 parts comparativement aux 2,7 parts que détient «RDI».

Les parts de marché combinées des chaînes spécialisées francophones de Groupe TVA ont été de 6,6 parts comparativement à 5,2 parts au trimestre correspondant de 2009, soit une croissance de 1,4 part ou 26,9 %. Les parts de marché totales de Groupe TVA sont de 32,8 parts comparativement à 32,4 parts pour la période correspondante de 2009.

**Tableau 6**  
**Statistiques d'écoute du marché francophone**

<b>Automne 2010 vs Automne 2009</b>				
Parts de marché (%)				
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Var. %</b>	<b>Écart</b>
<b>Chaînes généralistes francophones :</b>				
TVA	<b>26,2</b>	27,2	- 3,7 %	- 1,0
V	<b>7,0</b>	7,1	-1,4 %	- 0,1
SRC	<b>13,2</b>	13,4	-1,5 %	- 0,2
<b>Total</b>	<b>46,4</b>	47,7	- 2,7 %	- 1,3
<b>Spécialisées francophones</b>				
TVA	<b>6,6</b>	5,2	+26,9 %	+1,4
Autres	<b>39,3</b>	39,7	-1,0 %	-0,4
<b>Total</b>	<b>45,9</b>	44,9	+2,2 %	+1,0
<b>Total anglophones et autres</b>	<b>7,7</b>	7,4	+4,1 %	+0,3
<b>Groupe TVA</b>	<b>32,8</b>	32,4	+1,2 %	+0,4

*Source : Sondages BBM. Québec franco, 27 septembre au 2 janvier, l-d, 2h-2h, t2+.*

**Charges d'exploitation normalisées** de 88 044 000 \$, soit une baisse de 1 861 000 \$ (- 2,1 %).

- Cette diminution est expliquée principalement par :
  - la diminution de 5,5 % des charges d'exploitation normalisées du Réseau TVA découlant d'une gestion plus restrictive des dépenses d'opérations au quatrième trimestre;
  - l'impact à la baisse sur les charges de la vente du service de télévision à la carte « Canal Indigo » le 1<sup>er</sup> décembre 2009;
  - la diminution de 41,1 % des charges d'exploitation de la division TVA Films principalement attribuable à :
    - un nombre inférieur de sorties en cinéma au cours du quatrième trimestre de 2010 comparativement au trimestre correspondant de 2009 et;
    - une dépréciation de droits en inventaire de 994 000 \$ au trimestre correspondant de 2009;

Partiellement compensée par :

- la hausse de 39,5 % des charges d'exploitation normalisées des services spécialisés telle qu'expliquée dans la comparaison annuelle;
- la hausse de 29,4 % des charges d'exploitation de la production commerciales due à un volume d'activité accrue.



**Bénéfice d'exploitation normalisé** de 27 472 000 \$, soit une hausse de 6 035 000 \$ (28,2 %), expliquée principalement par :

- La hausse de 26,6 % du bénéfice d'exploitation normalisé du Réseau TVA compte tenu principalement de la diminution de ses charges d'exploitation et du maintien de ses revenus publicitaires;
- La réalisation d'un bénéfice d'exploitation pour la division TVA Films alors qu'au trimestre correspondant de 2009, elle avait réalisé une perte d'exploitation de 2 809 000 \$;

Partiellement compensée par :

- La diminution de 27,5 % du bénéfice d'exploitation normalisé des services spécialisés principalement attribuable à l'augmentation des coûts de contenu de LCN et à la perte d'exploitation du nouveau service « YOOPA ».

**Analyse de la relation coûts d'exploitation normalisés/revenus :** coûts d'exploitation normalisés pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) de 76,2 % au quatrième trimestre 2010 contre 80,7 % à la même période de 2009. Cette diminution des coûts, en proportion des revenus, s'explique surtout par l'importance relative inférieure des coûts d'exploitation du Réseau TVA dans un contexte de maintien des revenus publicitaires et par la hausse de la rentabilité de TVA Films, partiellement compensée par la hausse des coûts des services spécialisés, notamment les coûts d'exploitation de la nouvelle chaîne « YOOPA », la baisse de rentabilité de SUN TV et les frais de pré-exploitation du nouveau service SUN News.

## Édition

**Produits d'exploitation** de 19 260 000 \$, soit une hausse de 1 139 000 \$ (6,3 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- La hausse de 1 094 000 \$ des revenus de subventions au cours du trimestre suite aux changements dans les programmes d'aide gouvernementale pour les magazines (Voir la section Nouveau Fonds du Canada pour les Périodiques dans la section « comparaison des exercices 2010 et 2009 »);
- La hausse de 9,0 % des revenus publicitaires;

Partiellement compensée par :

- La baisse de 4,5 % des revenus en kiosque plus particulièrement au niveau des magazines mensuels de la catégorie « Magazines de service »;
- La baisse de 14,1 % des revenus d'abonnement principalement pour le magazine « TV Hebdo ».

**Charges d'exploitation** de 16 886 000 \$, soit une augmentation de 537 000 \$ (3,3 %).

- Cette augmentation est expliquée principalement par la hausse des frais liés à la distribution des magazines compte tenu du changement dans la comptabilisation de l'aide gouvernementale suite aux changements de programmes.

**Bénéfice d'exploitation** de 2 374 000 \$, soit une hausse de 602 000 \$ (34,0 %), expliquée principalement par :

- L'impact favorable de la hausse des produits d'exploitation sur les charges d'exploitation générant une amélioration de la marge bénéficiaire qui est passée de 9,8 % au quatrième trimestre 2009 à 12,3 % au quatrième trimestre 2010.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 87,7 % au quatrième trimestre 2010 contre 90,2 % à la même période de 2009. Cette diminution des coûts en proportion des revenus s'explique surtout par l'impact des nouveaux programmes d'aide gouvernementale.

## COMPARAISON DES EXERCICES 2009 ET 2008

### Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

**Produits d'exploitation** de 438 969 000 \$, en hausse de 2 246 000 \$ (0,5 %).

- Hausse de 7 370 000 \$ (2,0 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due à la croissance des revenus dans tous les secteurs à l'exception de SUN TV qui a connu une diminution de 7,3 % de ses revenus, de TVA Boutiques qui a affiché une diminution de 6,4 % de ses produits d'exploitation et de TVA Films avec une diminution de 35,4 % de ses revenus.
- Baisse de 4 632 000 \$ (-5,9 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la baisse des revenus publicitaires de 10,2 %.

**Bénéfice d'exploitation** de 80 027 000 \$, en hausse de 14 077 000 \$ (21,3 %).

- Hausse de 12 310 000 \$ (21,7 %) dans le secteur de la télévision (tableau 3) attribuable à la hausse des produits d'exploitation tel que mentionné ci-haut. Également, le Réseau TVA a connu une baisse de ses charges d'exploitation due au renversement des Droits de la Partie II du CRTC survenu au quatrième trimestre de 2009. Au cours de l'exercice 2008, le bénéfice d'exploitation de ce secteur incluait un ajustement défavorable relativement à ces mêmes droits. Ces hausses sont partiellement compensées par les pertes d'exploitation de SUN TV et TVA Films.
- Hausse de 1 767 000 \$ (19,0 %) dans le secteur de l'édition (tableau 3) principalement attribuable à la gestion rigoureuse des charges d'exploitation qui a plus que compensé la baisse des produits d'exploitation.

**Bénéfice net** de 49 123 000 \$ (2,05 \$ par action dilué) pour l'exercice 2009 comparativement à 44 912 000 \$ (1,78 \$ par action dilué) pour l'exercice 2008.

- Cet écart favorable de 4 211 000 \$ (0,27 \$ par action dilué) s'explique surtout par :
  - l'augmentation de 14 077 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
  - l'écart favorable de 978 000 \$ dans les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre principalement dû à la réévaluation à la baisse d'une provision pour frais de rationalisation reliée aux activités d'une ancienne filiale en 2009;

Partiellement compensé par :

- l'écart défavorable de 8 781 000 \$ dans la charge d'impôts sur le bénéfice;
  - l'écart défavorable de 1 200 000 \$ dans les charges financières; et
  - l'écart défavorable de 806 000 \$ dans l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels.
- Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 916 945 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, et sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 25 293 708 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

**Charge d'amortissement** des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de 14 274 000 \$, soit une hausse de 806 000 \$.

- Cette hausse est attribuable à la croissance des acquisitions en immobilisations corporelles et actifs incorporels du secteur de la télévision compte tenu du plan d'investissement mis en place.

**Charges financières** de 2 960 000 \$, soit une hausse de 1 200 000 \$.

- Cette hausse est principalement attribuable à la baisse importante des revenus d'intérêts en 2009 de l'ordre de 1 147 000 \$, principalement expliquée par des revenus d'intérêts reliés à un remboursement d'impôts suite à un jugement favorable dans un dossier fiscal et à l'encaissement de crédits d'impôts à la production en 2008.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre :** Renversement de 794 000 \$ pour l'exercice 2009 comparativement à une charge 184 000 \$ pour l'exercice 2008, soit un écart favorable de 978 000 \$.

- Au cours de l'exercice 2009, suite à de nouvelles informations disponibles, la Société a procédé à une réévaluation à la baisse de sa provision pour frais de rationalisation reliée aux activités d'une ancienne filiale pour un montant de 794 000 \$. Au cours de l'exercice précédent, la Société avait enregistré une provision pour frais de rationalisation de 184 000 \$ relativement à une indemnité de départ suite à l'abolition d'un poste dans le secteur de la télévision.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 17 098 000 \$ (taux d'imposition effectif de 26,9 %) pour l'exercice 2009 contre 8 317 000 \$ (taux d'imposition effectif de 16,5 %) pour l'exercice 2008.

- Au cours de l'exercice 2009, à la lumière de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts futurs de 2 894 000 \$ (6 794 000 \$ en 2008). De plus, au cours de l'exercice 2008, la Société avait réalisé un gain de 657 000 \$ suite à un jugement favorable rendu dans un dossier fiscal. En excluant ces économies fiscales, le taux d'impôts de l'année 2009 aurait été de 31,4 % (31,2 % en 2008).

**Participation minoritaire** de 1 906 000 \$ pour l'exercice 2009, contre 1 802 000 \$ pour l'exercice précédent.

- La participation minoritaire représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte nette de SUN TV. L'écart favorable pour l'exercice 2009 est attribuable à la perte nette réalisée en 2009 plus élevée que celle réalisée en 2008.

**Part du bénéfice dans la société satellite** de 728 000 \$, soit une baisse de 161 000 \$, qui s'explique par de moins bons résultats d'exploitation en 2009 d'une société du domaine de la télévision comparativement à la période correspondante de 2008.

## **Analyse par secteur d'activités**

### **Télévision**

**Produits d'exploitation** de 368 325 000 \$, soit une augmentation de 7 370 000 \$ (2,0 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Hausse des produits d'exploitation du Réseau TVA de 2,5 % provenant d'une croissance de 1,4 % de ses revenus publicitaires et d'une augmentation de 12,8 % des autres revenus. La progression des autres revenus provient de la contribution du « FAPL » mis en place par le CRTC le 1<sup>er</sup> septembre 2009 et de nos ententes de programmation et de représentation commerciales avec nos stations affiliées;
- Hausses de 19,4 % des revenus d'abonnement et de 14,1 % des revenus publicitaires des services spécialisés;
- Hausse de 11,3 % des revenus provenant des activités de production commerciales;

- Inclusion des revenus provenant de l'exploitation du service de télévision à la carte Canal Indigo pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2008 au 30 novembre 2009;

Partiellement compensée par :

- Baisse des revenus publicitaires de SUN TV de 9,3 %, conséquence directe du ralentissement économique qui a affecté de façon plus importante le marché publicitaire de la télévision généraliste anglophone en Ontario;
- Baisse des revenus de TVA Films de 35,4 % provenant essentiellement de la vidéo et de la vente des droits télévisuels attribuable au volume moindre de ventes DVD et par la situation financière de certains télédiffuseurs canadiens dans le marché de la télévision.

**Charges d'exploitation normalisées** de 308 383 000 \$ soit une hausse de 8 211 000 \$ (2,7 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
  - la croissance de 19,0 % des charges d'exploitation normalisées des services spécialisés, conséquence des investissements en programmation effectués pour l'ensemble des chaînes francophones;
  - la croissance des charges d'exploitation variables reliée au volume d'activités de la production commerciale et l'inclusion des charges d'exploitation du service de télévision à la carte « Canal Indigo » du 1<sup>er</sup> septembre 2008 au 30 novembre 2009; et
  - la croissance des charges d'exploitation normalisées de SUN TV de 6,4 % principalement en programmation.

**Bénéfice d'exploitation normalisé** de 59 942 000 \$, soit une baisse de 841 000 \$ (-1,4 %), expliquée principalement par :

- L'augmentation de la perte d'exploitation normalisée de SUN TV de 39,7 %;
- La baisse du bénéfice d'exploitation reliée aux activités de TVA Films;

Partiellement compensée par :

- La croissance du bénéfice d'exploitation normalisé du Réseau TVA de 14,3 % compte tenu de la hausse de ses produits d'exploitation et du maintien de ses charges d'exploitation normalisées;
- La croissance du bénéfice d'exploitation normalisé des services spécialisés de 13,9 % ;
- La croissance du bénéfice d'exploitation provenant de la production commerciale.

**Analyse de la relation coûts d'exploitation normalisés/revenus :** coûts d'exploitation normalisés pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) de 83,7 % pour l'exercice 2009 contre 83,2 % pour l'exercice 2008. La stabilité entre les deux exercices s'explique principalement par le fait que la croissance des coûts en 2009 s'est effectuée dans la même proportion que la croissance des revenus.

## Édition

**Produits d'exploitation** de 73 974 000 \$, soit une baisse de 4 632 000 \$ (-5,9 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- La baisse de 10,2 % des revenus publicitaires. Cette baisse des revenus publicitaires s'est particulièrement manifestée dans les magazines de décoration et dans les magazines artistiques;
- La baisse de 12,8 % des revenus d'abonnement dont le magazine « TV Hebdo » avec un recul de 10,5 % et la fermeture du magazine « Filles Clin d'œil » ; et

- La diminution de 2,8 % des revenus en kiosque.

**Charges d'exploitation** de 62 901 000 \$, soit une baisse de 6 399 000 \$ (-9,2 %).

- Cette baisse des charges d'exploitation est principalement attribuable à la diminution des frais d'impression et de pelliculage suite à la diminution du nombre de pages de certains magazines, à des modifications de certains formats ainsi que par de meilleurs tarifs d'impression et ce, malgré l'addition de nouveaux magazines en 2009. La Société a également diminué ses primes offertes dans ses magazines, réduit ses coûts de main d'œuvre par une meilleure efficacité en plus de réduire certaines campagnes publicitaires et promotionnelles.

**Bénéfice d'exploitation** de 11 073 000 \$, soit une hausse de 1 767 000 \$ (19,0 %), expliquée principalement par :

- La réduction des charges d'exploitation supérieure à la baisse des produits d'exploitation qui a permis au secteur d'atteindre cette croissance de son bénéfice d'exploitation.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 85,0 % pour l'exercice 2009 contre 88,2 % pour l'exercice 2008. Cette diminution des coûts en proportion des revenus s'explique principalement par les différentes mesures mises en place afin de réduire les charges d'exploitation.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société provenant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 7 suivant :

Tableau 7

### Résumé des flux de trésorerie de la Société

(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre			Trois mois terminés les 31 décembre	
	2010	2009	2008	2010	2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	22 547 \$	29 110 \$	45 593 \$	10 530 \$	10 707 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(24 245)	(22 971)	(21 881)	(8 306)	(6 066)
Rachat d'actions de classe B	-	(2 581)	(51 415)	-	-
Dividendes versés	(4 754)	(4 786)	(5 105)	(1 188)	(1 188)
Autres	5 792	2 188	(456)	4 838	27
<b>Remboursement (Augmentation) de la dette nette</b>	<b>(660) \$</b>	<b>960 \$</b>	<b>(33 264) \$</b>	<b>5 874 \$</b>	<b>3 480 \$</b>
	31 déc. 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008		
<u>Situation à la fin :</u>					
Dette à long terme	90 338 \$	88 580 \$	93 705 \$		
Découvert bancaire	3 557	974	147		
Moins: espèces	(5 605)	(1 924)	(5 262)		
<b>Dette nette</b>	<b>88 290 \$</b>	<b>87 630 \$</b>	<b>88 590 \$</b>		

### Activités d'exploitation

#### Exercice 2010

**Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation** de 22 547 000 \$ pour l'exercice 2010, comparativement à 29 110 000 \$ au cours de l'exercice précédent, soit une diminution de 6 563 000 \$.

- Cette baisse est principalement attribuable à la hausse des paiements d'impôts exigibles en 2010 pour l'année financière 2009 et aux acomptes provisionnels relativement à l'impôt sur le revenu de l'année 2010, en plus d'une hausse des paiements de droits de diffusion.
- Cette baisse est partiellement compensée par une variation favorable des débiteurs, ainsi que des créditeurs et charges à payer.

**Fonds de roulement** de Groupe TVA de 86 402 000 \$ au 31 décembre 2010 comparativement à 63 549 000 \$ à la même période de 2009, soit une augmentation de 22 853 000 \$.

- Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de l'inventaire d'émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, une augmentation des débiteurs ainsi qu'une diminution des impôts exigibles.

#### *Exercice 2009*

**Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation** de 29 110 000 \$ pour l'exercice 2009, comparativement à 45 593 000 \$ au cours de l'exercice 2008, soit une diminution de 16 483 000 \$.

- Cette baisse est principalement attribuable à des besoins plus élevés de fonds de roulement de 21 022 000 \$ contrebalancée par une hausse des activités liées à l'exploitation courante de 4 539 000 \$.

**Fonds de roulement** de Groupe TVA de 63 549 000 \$ au 31 décembre 2009 comparativement à 42 959 000 \$ à la même période de 2008, soit une augmentation de 20 590 000 \$.

- Cette hausse est principalement attribuable à un niveau de débiteurs plus élevé principalement dans les comptes de certains clients tels que des agences publicitaires au 31 décembre 2009, par des écarts temporaires dans les paiements des créditeurs et charges à payer, contrebalancés par des déboursés moindres dans les impôts exigibles de la Société.

### **Activités d'investissement**

#### *Exercice 2010*

**Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels** de 24 245 000 \$ pour l'exercice 2010, comparativement à 22 971 000 \$ à la même période de 2009, soit une hausse de 1 274 000 \$ (5,5 %).

- La majeure partie de ces acquisitions est attribuable à des investissements importants dans le secteur de la télévision et plus spécifiquement au niveau des équipements techniques. Ces investissements touchent les projets liés au virage numérique et à la haute définition autant en production qu'en diffusion ainsi que l'implantation de différents logiciels d'information et de gestion pour l'exploitation de l'ensemble des stations généralistes et des services spécialisés. La Société suit de près son échéancier et continue de mettre de l'avant son plan d'investissement qui vise à compléter le virage au numérique et à la haute définition lequel nécessitera encore des investissements de l'ordre de 30 000 000 \$ d'ici la fin de l'année 2013.

#### *Exercice 2009*

**Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels** de 22 971 000 \$ pour l'exercice 2009, comparativement à 21 881 000 \$ à la même période de 2008, soit une hausse de 1 090 000 \$ (5,0 %).

- Cette croissance s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées précédemment dans l'analyse des exercices 2010 et 2009.

## **Activités de financement**

### *Exercice 2010*

**Dettes à long terme** en hausse de 1 361 000 \$ au 31 décembre 2010 comparé au 31 décembre 2009 :

- Cette hausse s'explique surtout par les paiements importants d'impôts exigibles réalisés au cours du premier trimestre de 2010 totalisant 11 778 000 \$ et par les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles qui ont nécessité l'utilisation de la dette bancaire de la Société.

### *Exercice 2009*

**Dettes à long terme** en baisse de 3 907 000 \$ au 31 décembre 2009 comparé au 31 décembre 2008 :

- Cette baisse s'explique par le fait qu'en 2008, la Société avait dû utiliser sa dette bancaire pour procéder à un rachat d'actions important.

## **Situation financière au 31 décembre 2010**

**Liquidités disponibles nettes** de 79 716 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé.

**La dette à long terme** de la Société, excluant les frais de financement reportés, a augmenté de 1 361 000 \$ passant de 89 927 000 \$ au 31 décembre 2009 à 91 288 000 \$ au 31 décembre 2010 (voir rubrique « Activités de financement » ci-dessus).

### **Tableau 8**

#### **Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Groupe TVA**

#### **Exercices terminés les 31 décembre**

(en milliers de dollars)

2011	-	\$
2012	16 288	
2013	-	
2014	75 000	
2015	-	
2016 et ultérieurement	-	
Total	91 288	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était environ de 3,5 années au 31 décembre 2010 (4,5 années au 31 décembre 2009). La dette était constituée approximativement de 82 % de dette à taux fixe (83 % au 31 décembre 2009) et de 18 % de dette à taux variable (17 % au 31 décembre 2009).

Au 31 décembre 2010, le ratio d'endettement consolidé, mesuré par le ratio dette : avoir des actionnaires, était de 25 : 75 ou 0,33 (0,37 au 31 décembre 2009).



La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, et de paiement de dividendes (ou de distributions de capital) dans le futur.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2010, la Société respecte toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

**Dividendes déclarés** par le conseil d'administration de Groupe TVA – Le 7 mars 2011, le conseil d'administration de Groupe TVA a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action sur les actions de classes A et B. Ce dividende sera versé le 6 avril 2011 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 22 mars 2011. Ce dividende est désigné à titre de dividende déterminé conformément au paragraphe 89(14) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada et de son équivalent provincial.

## Analyse du bilan consolidé au 31 décembre 2010

### Tableau 9

#### Bilan consolidé de Groupe TVA

#### Analyse des principales variations entre les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	31 déc. 2010		31 déc. 2009		Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<b><u>Actifs</u></b>						
Débiteurs	133 161	\$	121 593	\$	11 568	\$ Impact de la variation courante des activités et augmentation des impôts à recevoir compte tenu des acomptes provisionnels trop élevés par rapport au revenu imposable 2010.
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	60 122		54 774		5 348	Stratégies et investissements en programmation pour le Réseau TVA et les services spécialisés incluant « YOOPA » et la nouvelle chaîne prévue pour le printemps 2011.
Immobilisations corporelles	86 208		79 123		7 085	Croissance des acquisitions dans le cadre du plan d'investissement mis en place par la Société et mise en place des infrastructures et équipements pour SUN News.
Actifs au titre des prestations constituées des régimes de retraite	16 426		8 900		7 526	Impact des cotisations supplémentaires versées pour certains régimes de retraite.
<b><u>Passifs</u></b>						
Créditeurs et charges à payer	80 878	\$	87 328	\$	(6 450)	\$ Variation des impôts exigibles

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2010, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 10.

**Tableau 10**

#### **Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 décembre 2010**

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	- \$	16 288 \$	75 000 \$	- \$	91 288 \$
Paieement d'intérêts <sup>1</sup>	5 444	9 599	4 155	-	19 198
Droits de diffusion et de distribution	62 593	27 677	1 155	30	91 455
Autres engagements	12 295	7 493	4 104	5 130	29 022
<b>Total</b>	<b>80 332 \$</b>	<b>61 057 \$</b>	<b>84 414 \$</b>	<b>5 160 \$</b>	<b>230 963 \$</b>

<sup>1</sup> L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme variable est basée sur les taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2010.

### Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours de l'exercice 2010, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 57 049 000 \$ (55 669 000 \$ pour l'exercice 2009). Les transactions avec des sociétés apparentées effectuées dans le cours normal des activités de la Société sont enregistrées à la valeur d'échange telle que négociée entre les parties.

Pour l'exercice 2010, la Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de communication, des achats d'espaces publicitaires et des charges de services professionnels, provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 18 604 000 \$ (18 906 000 \$ pour l'exercice 2009).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 350 000 \$ pour l'exercice 2010 (4 224 000 \$ pour l'exercice 2009).

#### SUN News

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, QMI, ont mis en place une nouvelle société SUN News. La Société détient une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détient 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif sont consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media est enregistrée au poste « Participation minoritaire » à l'état consolidé des résultats. Au cours de l'exercice 2010, une contribution totale de 10 539 000 \$ a été effectuée par les sociétaires dont une mise de fonds de 5 164 000 \$ par Corporation Sun Media.

### Sun TV Company

Le 25 décembre 2010, la Société est devenue l'unique propriétaire des actifs de la station SUN TV dans le cadre d'une réorganisation corporative qui a mené ultimement à la liquidation de Sun TV Company, une société auparavant détenue à 75 % par Groupe TVA et à 25 % par Corporation Sun Media. La contrepartie de cette acquisition d'un montant de 2 000 000 \$ avait déjà été versée par la Société à Corporation Sun Media en juin 2009 à titre d'engagement. Toutes les transactions découlant de cette réorganisation ont été comptabilisées à la valeur comptable des actifs transférés entre les parties et ont entraîné un ajustement de 2 000 000 \$ qui a été comptabilisée aux bénéfices non répartis.

Le 27 juin 2009, une filiale de la Société, Sun TV Company, alors détenue à 75 % et exploitant la station de télévision SUN TV, a procédé à une transaction de réduction de la consolidation fiscale mise en place le 12 juillet 2005 avec son actionnaire sans contrôle Corporation Sun Media. Afin de réaliser cette transaction, Sun TV Company a reçu un remboursement complet des obligations convertibles de Corporation Sun Media pour un montant de 9 750 000 \$. En contrepartie, Sun TV Company a racheté de Corporation Sun Media, la totalité des actions privilégiées rachetables au gré du détenteur avec dividendes cumulatifs et fixes de 10,85 %, pour un montant de 9 750 000 \$. Cette transaction a résulté pour la Société, au niveau consolidé, à la réduction d'un placement à long terme en obligations convertibles de 9 750 000 \$ et d'un montant équivalent de réduction en actions privilégiées rachetables.

### Canoë inc.

Au cours de 2009, la société mère, QMI, avait procédé à la liquidation de la société Canoë inc. (« Canoë »), qui était détenue à 86,2 % par Quebecor Media et à 13,8 % par Groupe TVA, et ses actifs ont été distribués proportionnellement aux actionnaires. Toutes les transactions découlant de cette liquidation ont été comptabilisées à la valeur comptable des actifs transférés entre les sociétés apparentées et un ajustement de 7 247 000 \$ a été comptabilisé directement aux bénéfices non répartis de la Société. Cet ajustement représente la différence entre la valeur comptable de 11 262 000 \$ du placement de Groupe TVA dans Canoë et la valeur comptable nette de 4 015 000 \$ des actifs reçus à la liquidation, comprenant une somme en espèces de 2 000 000 \$, trois portails dont le site « Argent/Money » et les avantages fiscaux y afférant.

### World Color Press Inc. (anciennement Quebecor World Inc.)

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société avait acquis, auprès de filiales de sa société mère, QMI, des créances envers World Color Press Inc. d'un montant total de 1 364 000 \$ en contrepartie d'un paiement de 1 334 000 \$. À la suite de ces transactions, la Société avait enregistré un gain de 30 000 \$ lequel avait été enregistré à titre de surplus d'apport.

Des procédures judiciaires contre la Société ont été intentées par World Color Press Inc. en relation avec la terminaison des services d'impression et services connexes fournis par World Color Press Inc. à la Société. World Color Press Inc. recherche également une déclaration d'invalidité des cessions de créances acquises par la Société auprès de filiales de QMI et des compensations qui en ont découlé. Les entités ayant cédé des créances se sont engagées à indemniser intégralement la Société si les compensations et cessions devaient être déclarées invalides. La somme totale réclamée en relation avec ces procédures judiciaires est de l'ordre de 15 870 000 \$. Le résultat de ces recours ne peut être déterminé avec certitude. Cependant, la direction croit que ceux-ci sont sans fondement et a l'intention de défendre sa position avec vigueur. Ces litiges sont toujours en cours au 31 décembre 2010.

### **Garantie**

Dans le cours normal de ses opérations, la Société procure à des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions, ententes de services et contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les coûts engagés en regard de certains changements aux lois et règlements (incluant ceux relatifs aux lois fiscales) ou résultant de poursuites judiciaires ou sanctions réglementaires résultant de ces transactions. Les termes de ces indemnisations vont varier d'une transaction à l'autre, en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que celle-ci pourrait être tenue de verser aux contreparties.

La Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces ententes, puisqu'elle estime n'avoir aucun paiement à effectuer en vertu de celles-ci

La Société a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués, à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet, est inférieure à leur valeur résiduelle garantie, la Société devra alors compenser le bailleur, sous réserve de certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. Au 31 décembre 2010, l'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 299 000 \$ (591 000 \$ au 31 décembre 2009) et la Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces garanties. Dans les années précédentes, la Société n'a effectué aucun paiement relativement à ces garanties.

## Décision du CRTC 2011-48

Le 26 janvier 2011, dans la décision CRTC 2011-48 (la « Décision »), le CRTC a exposé ses conclusions à l'égard des plaintes déposées par TELUS et par Bell visant le contenu exclusif de TVA sur illico sur demande de Vidéotron (la « VSD »), et a conclu que TVA et/ou Vidéotron ont contrevenu à la réglementation applicable interdisant l'octroi de préférence indu et/ou l'assujettissement à un désavantage indu. Afin de remédier aux contraventions, le CRTC a fait part de ses exigences dont celles à l'effet que les émissions de TVA offertes sur VSD soient fournies sans délai à TELUS et à Bell et que dans les trente jours suivant la date de la décision, les parties négocient une entente pour l'approvisionnement des émissions de TVA par les services de VSD ou s'entendent sur un processus pour déterminer un tarif raisonnable, ainsi que les modalités et conditions raisonnables relativement à l'offre des émissions de TVA par les services de VSD. Le 25 février 2011, TVA et Vidéotron ont déposé au CRTC deux rapports distincts afin de rendre compte de l'évolution des négociations avec TELUS et Bell. Une requête a été déposée à la Cour d'appel fédérale afin d'obtenir la permission d'appeler de la Décision.

## Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 11 présente les données du capital-actions de la Société au 31 janvier 2011.

**Tableau 11**  
**Nombre d'actions en circulation au 31 janvier 2011**  
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires de classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions de classe B	19 450 906	5,07 \$

Le 17 mars 2010 et 2009, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter pour annulation, pour une période d'un an suivant la date du dépôt de l'offre, un maximum d'actions de classe B de la Société, représentant approximativement 5 % du nombre d'actions de classe B émises et en circulation à la date du dépôt de l'offre. La Société rachète ses actions de classe B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage. Au cours de l'exercice 2010, aucune action de classe B n'a été rachetée (253 300 actions de classe B avaient été rachetées pour annulation au cours de l'exercice 2009, pour une contrepartie nette au comptant de 2 581 000 \$).

Au 31 janvier 2011, 833 610 options d'achat d'actions de classe B conventionnelles et 387 482 options d'achat d'actions de Québecor Media inc. étaient en circulation. Du nombre d'options en circulation au 31 janvier 2011, 560 952 options d'achat d'actions de classe B conventionnelles au prix d'exercice moyen de 17,05 \$ et 92 232 options d'achat d'actions de Québecor Media inc. au prix d'exercice moyen de 45,90 \$ pouvaient être exercées.

Au cours de la période de douze mois terminées le 31 décembre 2010, la Société a constaté une charge de rémunération de 9 000\$ relativement aux options d'achat d'actions de classe B conventionnelles de la Société (aucune charge de rémunération en 2009). De plus, au cours de l'année 2010, la Société a constaté une charge de rémunération de 600 000 \$ relativement aux options d'achat d'actions de Quebecor Media inc (424 000 \$ en 2009).

## **Risques et incertitudes**

La Société exerce ses activités dans le secteur des communications lequel comporte divers facteurs de risques et d'incertitudes. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur les activités d'exploitation et les résultats financiers de la Société. Ces risques ne sont pas les seuls risques susceptibles de toucher la Société. D'autres risques et incertitudes, que pour l'instant la Société ignore ou juge négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie ou ses activités.

### Caractère saisonnier

Les activités de la Société sont influencées par les cycles économiques et peuvent subir les contrecoups de la nature cyclique des marchés dans lesquels la Société est présente, ainsi que les conditions économiques locales, régionales, nationales et mondiales. Les variations saisonnières du commerce de détail influencent les résultats financiers de la Société. De plus, puisque les activités de la Société exigent une forte intensité de main-d'œuvre, sa structure de coûts fixes est prédominante. Durant les périodes de contraction économique, les produits peuvent fléchir alors que la structure de coûts demeure stable, ce qui entraîne une diminution du bénéfice.

### Risques d'exploitation

La concurrence qui s'exerce sur les plans de la publicité, de la clientèle, des téléspectateurs, des auditeurs, des lecteurs et de la distribution est féroce. Elle émane des stations et des réseaux de télévision généralistes, des chaînes spécialisées, des radios, des journaux locaux, régionaux et nationaux, des magazines, du publipostage direct et d'autres médias traditionnels de communications et de publicité qui sont actifs dans les marchés de la Société. Le déploiement des nouvelles technologies, telles que les services de vidéo sur demande, Internet, les enregistreurs vidéo personnels, les tablettes électroniques ainsi que la télévision haute définition et 3D influencent également les activités de la Société. Les marchés dans lesquels œuvre la Société font donc face à la multiplication des fenêtres possibles de diffusion, qu'il s'agisse d'Internet, de la téléphonie sans fil, des services de vidéo sur demande, de la télévision mobile ou de tout autre support que la technologie mettra sur le marché dans l'avenir. L'évolution technologique peut cependant se traduire en opportunités d'affaires pour la Société, lui créant la possibilité d'exploiter ses contenus sur toutes les fenêtres de diffusion possibles. On retrouve parmi les concurrents des sociétés fermées de même que des intervenants appartenant à l'État. En outre, les regroupements se multiplient dans le secteur des médias canadiens créant ainsi des concurrents qui ont des intérêts dans divers secteurs et médias.

De plus, les signaux de télédiffusion des chaînes spécialisées de la Société peuvent parfois faire l'objet de vol, entraînant par le fait même un risque. Enfin, la migration de la Société d'un signal analogique vers un signal haute définition (HD) présente également certains défis d'exécution et requiert des investissements importants. Un retard dans la mise en place de la technologie HD pourrait avoir des conséquences négatives sur les opérations et la situation financière de la Société.

### Risques reliés aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique

La publicité constitue la principale source de produits d'exploitation de la Société. Ses produits et résultats d'exploitation dépendent de la force relative du contexte économique en vigueur au sein de ses marchés et ce, au niveau local, régional et national. L'état de ses marchés économiques a une incidence sur les recettes publicitaires se rapportant à la télévision et aux magazines. Un ralentissement prolongé de l'économie canadienne ou américaine pourrait avoir un effet défavorable sur les comptes publicitaires clés à l'échelle nationale.

La prolifération des chaînes par câble et par satellite, les progrès de la technologie mobile et sans fil, la migration de l'auditoire télévisuel vers Internet et le contrôle accru - grâce à des enregistreurs vidéo personnels - qu'exercent les téléspectateurs sur la façon dont ils consomment les médias, sur le contenu de ces derniers et sur le moment où ils le font, se sont traduits par une plus grande fragmentation du bassin de téléspectateurs et un environnement de vente de publicité plus difficile.

### Risques reliés à la possibilité que notre contenu n'attire pas un vaste public, ce qui pourrait limiter notre capacité de générer des recettes publicitaires

Les produits d'exploitation de la Société découlent en grande partie des recettes publicitaires. Les recettes publicitaires dépendent largement de l'acceptation du public, qui est en grande partie fonction du contenu et de la qualité offerts, et reposant sur des facteurs comme l'opinion des critiques, les promotions, la qualité et l'acceptation d'autres contenus concurrents sur le marché, l'existence d'autres formes de divertissement, la conjoncture économique générale, les goûts du public en général et d'autres facteurs intangibles. En outre, l'augmentation de la programmation ciblée et des services spécialisés au Canada ont causé la fragmentation croissante du public de la télévision généraliste. Ces facteurs continuent à évoluer rapidement et nombre d'entre eux sont indépendants de notre volonté. Par ailleurs, la Société travaille à générer des recettes publicitaires en lançant des services et produits dans un créneau et un marché nouveaux où les dynamiques de marché diffèrent de celles auxquelles elle est confrontée habituellement. Le manque d'acceptation de notre contenu au sein du public ou la baisse ou encore la fragmentation des publics pourraient limiter notre capacité de générer des recettes publicitaires. Si la capacité de nos marques de générer des recettes publicitaires est limitée, nous pourrions devoir développer des sources de financement nouvelles ou parallèles afin d'être en mesure de continuer à proposer une programmation grand public attirante. Rien ne nous permet avec certitude de développer de telles sources de financement, et une telle limitation de notre capacité à générer des produits d'exploitation et d'une incapacité à générer de nouvelles sources de financement, pourraient grandement nuire à nos affaires, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

### Risques reliés au fait que le contenu de la programmation peut devenir plus cher à acquérir et que les coûts de production peuvent augmenter

Les coûts les plus importants en télédiffusion concernent la programmation et la production. La concurrence accrue en télédiffusion, les développements touchant les producteurs et les distributeurs de contenu de programmation, les changements de préférences des téléspectateurs et d'autres développements pourraient avoir une incidence sur la disponibilité et le coût du contenu ainsi que les coûts de production. Des augmentations ou une volatilité future en matière de coûts de production et de programmation pourraient nuire aux résultats d'exploitation de la Société. Les progrès de la câblodistribution, des transmissions par satellite et des autres formes de distribution pourraient également avoir un effet sur la disponibilité et le coût de la programmation et de la production, et intensifier la concurrence pour l'obtention des dépenses publicitaires.

### Risques reliés à la réglementation gouvernementale

La Société est assujettie à un nombre important de lois et règlements émanant des autorités gouvernementales notamment par le biais de la *Loi concernant la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications*, qui sont toutes deux administrées par le CRTC. Tout changement dans les lois, les règlements ou les politiques régissant la radiodiffusion, de même que la mise en application de nouvelles lois, de nouveaux règlements ou conditions d'utilisation d'un permis pourraient avoir une incidence considérable sur les activités de la Société, sa situation financière et les résultats de son exploitation.

De plus, le CRTC est l'autorité gouvernementale responsable de l'émission et du renouvellement des licences de télédiffusion et de la réglementation du système canadien de radiodiffusion. La Société est ainsi tributaire des décisions du CRTC à ces niveaux et toute décision de cet organisme allant à l'encontre des positions et intérêts de la Société pourrait avoir un impact négatif sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

#### Risques reliés à l'aide gouvernementale

La Société bénéficie de certains programmes d'aide gouvernementale pour soutenir la production et la distribution de produits télévisuels et de films ainsi que l'édition de magazines au Canada. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Société.

#### Risques reliés aux distributeurs

Pour la distribution de ses chaînes spécialisées, la Société dépend d'entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») (y compris les services de câblodistribution, de satellites de radiodiffusion directe et les systèmes de distribution multivoie multipoint). Les produits d'exploitation pourraient être touchés de façon négative si les contrats d'affiliation avec les EDR n'étaient pas renouvelés selon des modalités et conditions semblables à celles en vigueur en ce moment. Les contrats d'affiliation avec les EDR ont des durées qui s'étendent sur plusieurs années et viennent à échéance à divers moments. La Société est confiante de pouvoir renouveler ses contrats selon des modalités et conditions satisfaisantes pour les parties.

#### Risques reliés à l'incidence sur les affaires de l'entreprise de la perte de dirigeants clés et d'autres membres du personnel, ou à l'incapacité d'attirer, de fidéliser et de motiver ces dirigeants et les autres membres du personnel

La Société dépend de son équipe de direction et des autres membres clés de son personnel pour mener ses affaires à bien. La perte de ces personnes pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société. En raison de la nature spécialisée de ses activités, la Société croit que son succès dépendra également, en grande partie, de sa capacité de continuer à attirer, à fidéliser et à motiver un personnel qualifié pour occuper les postes de direction, de programmation, de services techniques et de marketing. La concurrence en matière de personnel qualifié est intense, et il n'y a aucune garantie que la Société réussira à attirer, à fidéliser et à motiver de telles personnes dans l'avenir.

#### Risques reliés aux différends et aux autres réclamations

Dans le cadre normal de ses activités d'affaires, la Société est partie à diverses procédures judiciaires et autres réclamations. Les dirigeants de la Société sont d'avis que le dénouement des réclamations à régler et des autres litiges en cours ne devrait pas avoir un effet défavorable important sur ses résultats, ses liquidités ou sa situation financière. Toutefois, un dénouement négatif pourrait avoir un tel effet défavorable important. De plus, le coût pour se défendre dans le cadre de poursuites et les impacts financiers résultant de l'implication de la direction dans la gestion de celles-ci pourraient être importants.

#### Risques reliés au financement

La Société est entièrement financée pour ses activités actuelles et a accès à une facilité de crédit (la « facilité ») de 100 000 000 \$ qui viendra à maturité le 11 décembre 2012 en plus d'un prêt à terme au montant de 75 000 000 \$ remboursable le 11 décembre 2014 à un taux d'intérêt fixe de 5,54 %. Toutefois, des facteurs de risques tels que des turbulences sur les marchés des capitaux pourraient réduire le montant de capital disponible ou accroître le coût de ce capital pour une partie de notre financement. Il ne peut y avoir aucune garantie que des fonds additionnels puissent être mis à la disposition de la Société, ou s'ils peuvent l'être, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour la Société. Le fait de ne pas obtenir ce financement additionnel, en temps voulu et si nécessaire, pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société a accès jusqu'au 11 décembre 2012 à la portion non utilisée de sa facilité, qui s'élevait à 79 716 000 \$ au 31 décembre 2010. Aussi, la Société pourrait financer ses futurs besoins en capitaux au moyen de fonds auto-générés ainsi que par une émission publique d'actions.

### Risques reliés à la conjoncture économique

Les produits et résultats d'exploitation de la Société sont et demeureront influencés par la conjoncture économique générale. Lors d'un ralentissement économique ou d'une récession, les acheteurs de publicités ont historiquement réduit leur budget publicitaire. Par conséquent, il n'est pas possible de garantir que les résultats d'exploitation, les perspectives et la situation financière de la Société seront à l'abri de tout effet négatif.

### Risques reliés aux relations de travail

Au 31 décembre 2010, approximativement 56 % des employés de la Société étaient syndiqués. Les relations de travail avec nos employés sont régies par treize conventions collectives. Au 31 décembre 2010, 2 conventions étaient échues et ces dernières couvrent approximativement 2 % des employés syndiqués réguliers de la Société.

Par le passé, la Société a fait face à des conflits de travail qui ont perturbé ses activités, freiné sa croissance et amoindri ses résultats d'exploitation. La Société ne peut pas non plus prédire l'issue de toute négociation actuelle ou future se rapportant aux conflits de travail, à la représentation syndicale ou au renouvellement des conventions collectives, ni ne peut assurer avec certitude que des arrêts de travail, des grèves, des dommages matériels ou d'autres formes de moyen de pression ne se produiront pas d'ici le dénouement de toute négociation actuelle ou future. Toute grève des employés syndiqués de Groupe TVA ou toute forme d'arrêt de travail pourrait perturber considérablement les activités de la Société, occasionner des dommages à des biens ou interrompre ses services, ce qui pourrait avoir un impact néfaste sur ses activités, ses biens, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Même si elle ne subit pas de grève ou d'autres moyen de pression, l'issue de toute négociation pourrait avoir des conséquences négatives sur ses activités d'exploitation, notamment si les négociations ou contrats en cours ou éventuels devaient restreindre encore davantage la faculté de Groupe TVA de maximiser l'efficacité de ses activités. De plus, la faculté de Groupe TVA de procéder à des ajustements à court terme afin de contrôler les coûts au titre de la rémunération et des avantages sociaux est limitée par les dispositions des conventions collectives auxquelles elle est partie.

### Risque relié aux obligations au titre des régimes de retraite

La conjoncture économique pourrait également avoir un effet négatif sur le financement des régimes de retraite à prestations déterminées de Groupe TVA et sur les charges qui y sont liées. Rien ne peut garantir que les charges et les cotisations requises pour la capitalisation de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans le futur et, par conséquent, n'auront pas une incidence négative sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite sont supérieures à la valeur totale de leurs fonds de fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison de rendements de placements plus faibles que prévu, de changements du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et de pertes actuarielles. Ce risque est atténué par le fait que Groupe TVA et ses comités de retraite ont mis en place des politiques et des procédures lui permettant de faire un suivi du risque d'investissement et de sa situation de capitalisation. Il est également atténué par le fait que certains régimes de retraite à prestations déterminées de la Société ne sont plus offerts aux nouveaux employés.

### Risques liés à une hausse des frais de papier, d'impression et de poste

Une part importante des charges d'exploitation du secteur de l'édition est constituée de frais de papier, d'impression et de poste. Ce secteur dépend de fournisseurs externes pour la totalité de ses approvisionnements en papier et n'a aucun pouvoir sur les prix du papier qui peuvent varier de façon considérable. Le secteur de l'édition a recours à des tiers pour la totalité de ses services d'impression et ces coûts d'impression ont représenté environ 26 % des charges d'exploitation en 2010. En outre, la distribution de ses publications à ses abonnés est confiée à la Société canadienne des postes. Toute interruption des services de distribution pourrait nuire aux résultats d'exploitation du secteur de l'édition et à sa situation financière, de même qu'une forte hausse des frais de papier ou de poste pourrait influencer défavorablement sur les activités et les résultats d'exploitation de ce secteur.



## Risques financiers

Les politiques de gestion des risques financiers de la Société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels elle est confrontée, de fixer des contrôles et des limites de risques appropriés, et de superviser les risques et le respect des limites. Les politiques de gestion des risques sont revues régulièrement afin de refléter les changements de conditions du marché et des activités de la Société.

De par son utilisation d'instruments financiers, la Société et ses filiales sont exposées au risque de crédit, au risque de liquidité ainsi qu'au risque de marché relié aux fluctuations de taux de change et de taux d'intérêt. Afin de gérer le risque relié aux fluctuations des taux d'intérêt, la Société peut occasionnellement utiliser des ententes de swap de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2010, la Société ne détenait aucune entente de swap de taux d'intérêt.

### Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme prêts et créances) ainsi que des créditeurs et charges à payer de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an ou sont dus sur demande. La juste valeur des autres placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placement. La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme aux 31 décembre 2010 et 2009 sont les suivantes :

**Tableau 12**  
**Juste valeur de la dette à long terme**  
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2010		31 décembre 2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Acceptations bancaires	15 986 \$	15 986 \$	14 927 \$	14 927 \$
Avance sur le crédit rotatif	302	302	—	—
Prêt à terme	75 000	76 100	75 000	75 000

La juste valeur des passifs financiers est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments financiers ayant la même échéance.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société encoure une perte financière si un client ou une tierce partie relié à un actif financier n'arrive pas à rencontrer ses engagements contractuels.

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. Au 31 décembre 2010, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses pour répondre au risque de crédit propre à ses clients. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Société ne croit donc pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2010, 4,60 % des comptes à recevoir étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (2,72 % au 31 décembre 2009). De plus, au 31 décembre 2010, la provision pour pertes sur créances représente un montant de 3 035 000 \$ (2 749 000 \$ au 31 décembre 2009).

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009 :

**Tableau 13**  
**Variation de la provision pour créances douteuses**  
(en milliers de dollars)

	<b>31 décembre 2010</b>	31 décembre 2009
Solde au début de l'exercice	<b>2 749 \$</b>	3 978 \$
Variation comptabilisée à l'état des résultats	<b>885</b>	1 083
Utilisation	<b>(599)</b>	(2 312)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>3 035 \$</b>	2 749 \$

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer mais à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes ainsi que de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et les remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions.

#### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des changements surviennent dans les prix du marché sur les taux de change étranger et les taux d'intérêt qui pourraient affecter les produits d'exploitation de la Société ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion de risque de marché est de minimiser et de contrôler les expositions à l'intérieur de paramètres acceptables.

#### Risque de change étranger

La Société est exposée à un risque de change étranger limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans les devises étrangères soit autres que la devise canadienne. La devise étrangère la plus transigée est le dollar américain et celle-ci est utilisée principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises étrangères, la Société ne voit pas la nécessité d'utiliser de couverture de change. En conséquence, la sensibilité de la Société à la variation de taux de change étranger est limitée. Une augmentation ou une diminution de 1,0 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact sur le bénéfice net de moins de 100 000 \$ sur une base annuelle.

#### Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La Société a conclu le refinancement de sa dette à long terme le 11 décembre 2009 et elle a maintenant une partie importante de sa dette à long terme avec un taux fixe, ce qui limite de façon importante le risque lié à la variation des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2010, la dette à long terme de la Société comprenait une portion de 82 % de dette à taux fixe (83 % au 31 décembre 2009) et une portion de 18 % de dette à taux variable (17 % au 31 décembre 2009).

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice utilisant le niveau de dette à long terme à taux variable au 31 décembre 2010 refléterait une augmentation (diminution) annuelle de 163 000 \$ des charges financières.

## Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société dans sa gestion de capital sont de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à fournir un rendement à ses actionnaires et de maintenir une base optimale de sa structure de capital dans le but de supporter les besoins de capitaux dans les différents secteurs d'activités, incluant les opportunités de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs ainsi que des créanciers.

La Société gère sa structure de capital selon les caractéristiques des risques reliés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises s'il y a lieu. La Société a l'habileté de gérer sa structure de capital en obtenant de nouvelles dettes ou en remboursant sa dette actuelle avec les entrées d'argent générées à l'interne, en contrôlant les montants distribués aux actionnaires soit sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, en émettant du nouveau capital-actions sur le marché et en apportant des ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. La stratégie de la Société est demeurée inchangée comparativement à celle de l'année précédente.

La structure de capital de la Société est composée d'un avoir des actionnaires, d'un découvert bancaire, d'une dette à long terme et de la participation minoritaire, moins les espèces. La structure de capital se présente comme suit :

**Tableau 14**  
**Structure de capital de Groupe TVA inc.**  
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Découvert bancaire	3 557 \$	974 \$
Dette à long terme	91 288	89 927
Participation minoritaire	4 511	-
Espèces	(5 605)	(1 924)
Dettes nettes	93 751 \$	88 977 \$
Avoir des actionnaires	268 513 \$	237 095 \$

À l'exception des exigences de ratios financiers requises dans ses conventions de crédit, la Société n'est sujette à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2010, la Société respecte toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

## Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est impliquée dans divers poursuites, litiges et réclamations. De l'avis de la direction, la résolution de ces poursuites, litiges et réclamations n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Société.

## Pratiques comptables déterminantes

### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation comprend deux étapes.

Lors de la première étape, la valeur comptable rattachée à une unité d'exploitation doit être comparée à sa juste valeur. Pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, la Société utilise une combinaison de méthodes d'évaluation comprenant entre autres la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et les multiples du bénéfice d'exploitation.

La méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs requiert l'utilisation d'estimations telles que la valeur et le calendrier d'une série de flux de trésorerie futurs, l'estimation des variations anticipées dans les montants et les échelonnements de ces flux de trésorerie, la valeur de l'argent dans le temps représentée par le taux d'intérêt hors risque, ainsi que le prix rattaché à la prise en charge de l'incertitude inhérente à l'actif.

La méthode des multiples du bénéfice d'exploitation nécessite la disponibilité d'informations sur la juste valeur d'entreprises ayant des caractéristiques économiques comparables et observables, et que les multiples pertinents d'entreprises comparables soient connus.

Pour ces raisons, l'évaluation de la juste valeur d'une unité d'exploitation requiert du jugement et se base exclusivement sur des estimations et des hypothèses.

Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la deuxième étape du test de dépréciation doit être réalisée. La juste valeur de tout écart d'acquisition rattachée à une unité d'exploitation doit être comparée à la valeur comptable de l'écart d'acquisition afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant.

La juste valeur de l'écart d'acquisition est déterminée de la même manière que la valeur d'un écart d'acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. La Société répartit la juste valeur d'une unité d'exploitation entre tous les actifs et passifs de cette unité, comme si l'unité d'exploitation avait été acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et que la juste valeur de l'unité d'exploitation représentait son coût d'acquisition. L'excédent de la juste valeur de l'unité d'exploitation sur les valeurs attribuées à ces actifs et passifs est la juste valeur de l'écart d'acquisition.

La Société a complété ses tests annuels de dépréciation de l'écart d'acquisition au 1<sup>er</sup> avril 2010 et a conclu qu'aucune dépréciation n'était à comptabiliser. De plus, malgré les conditions économiques actuelles, la direction n'a pas décelé d'éléments déclencheurs nécessitant un devancement des tests annuels de dépréciation.

### Licences

Les licences sont constituées de licences de diffusion et représentent le coût d'acquisition des droits d'exploitation de stations de télévision et elles ont une durée de vie indéfinie.

Ces licences sont soumises à un test de dépréciation annuellement et sont réévaluées lorsque des événements ou des changements de circonstances nécessitent un tel examen. La valeur comptable des licences est comparée à leur juste valeur et tout écart défavorable doit être imputé aux résultats de la Société. La Société utilise la méthode d'évaluation «Greenfield» pour déterminer la juste valeur de ses licences de télédiffusion. Cette méthode consiste à calculer les coûts qu'un nouveau joueur devrait encourir pour exploiter sa licence dans le contexte où celle-ci est son seul actif de départ.

Ces coûts doivent tenir compte des investissements nécessaires pour bâtir le réseau ou encore la station incluant les coûts pré-opérationnels pour bâtir la marque et la force de vente. Cette approche sépare donc la valeur de la licence de celle des autres actifs en fonction des hypothèses suivantes :

- En date de l'évaluation, le seul actif de la Société serait sa licence de télédiffusion. La Société n'a pas encore diffusé et aucun réseau n'existe pour ses opérations. Elle doit donc acquérir ses droits de programmation et mettre en place les infrastructures de diffusion nécessaires à son opération.
- Les autres investissements et dépenses relatifs aux autres actifs au bilan (ex. fonds de roulement, personnel qualifié, logiciels) doivent être pris en considération dans les flux de trésorerie prévisionnels.
- Les niveaux de performance financière doivent correspondre à ce que l'industrie en général est en mesure de réaliser.

De plus, les flux de trésorerie terminaux sont 100 % attribuables à la licence détenue en date de l'évaluation.

L'approche prévoit que le marché potentiel est existant. La seule contrainte est la rapidité à laquelle l'entreprise peut espérer atteindre sa part de marché dite de « maturité ».

La méthode prévoit qu'il faut engager des coûts initiaux significatifs de marketing et d'acquisition de droits de programmation. Les coûts généraux, de vente et d'administration, pré-opérationnels doivent également être inclus dans les calculs de façon à évaluer les flux de trésorerie attribuables à la licence. Finalement, une actualisation des flux de trésorerie est nécessaire pour obtenir la valeur finale attribuable à la licence.

La Société a complété ses tests annuels de dépréciation des licences de diffusion au 1<sup>er</sup> avril 2010 et a conclu qu'aucune dépréciation n'était à comptabiliser. De plus, malgré les conditions économiques actuelles, la direction n'a pas décelé d'éléments déclencheurs nécessitant un devancement des tests annuels de dépréciation.

#### Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. La politique de la Société est de maintenir ses cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations. Les différents régimes de retraite de la Société ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au cours des trois dernières années. L'actif des régimes est calculé à sa juste valeur et se compose de titres de participation ainsi que de titres à revenu fixe de sociétés et de gouvernements.

Les obligations de la Société, en matière de retraite et d'avantages complémentaires à la retraite, sont évaluées selon plusieurs hypothèses économiques et démographiques établies avec la collaboration des actuaires de la Société. Parmi les hypothèses clés, on retrouve le taux d'actualisation, le rendement prévu sur l'actif du régime et le taux d'augmentation de la rémunération.

La Société considère que les hypothèses utilisées sont raisonnables selon l'information présentement disponible. Cependant, des variations à ces hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur les coûts et obligations des régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite au cours des prochains exercices.

#### Impôts futurs

La Société doit évaluer la probabilité de réalisation des actifs d'impôts futurs résultant des écarts temporaires entre la valeur comptable au bilan et la valeur fiscale des éléments d'actif et de passif, et résultant également de la valeur fiscale des pertes inutilisées et reportées dans le futur. Cette évaluation repose sur le jugement et dépend d'hypothèses et d'estimations concernant la réalisation et la nature des bénéfices imposables futurs. Le montant des actifs d'impôts futurs qui sera effectivement réalisé pourrait être sensiblement différent de celui qui est inscrit aux états financiers, selon les résultats d'exploitation futurs de la Société.

#### **Développements récents en comptabilité au Canada**

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur l'International Financial Reporting Standards (« IFRS ») publiés par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). La Société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de 2011 selon les IFRS et fournir de l'information comparative conforme aux IFRS pour l'exercice financier 2010.

Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir. Aux fins de l'adoption des IFRS, la Société a constitué une équipe d'implantation faisant intervenir un chef de projet, des membres de la direction des services et des filiales concernés et un comité de pilotage pour la gouvernance et la surveillance du projet, et a aussi retenu les services d'experts conseils externes. Un suivi à la haute direction et au comité de vérification sur l'avancement du projet de conversion des IFRS est effectué sur une base régulière.

Le projet de conversion consiste en quatre phases.

**Phase « Diagnostic »** – Cette étape comprenait un examen détaillé et une identification initiale des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS, une évaluation préliminaire de la norme IFRS 1 sur les exemptions pour la première adoption des IFRS, et une évaluation à haut niveau des conséquences potentielles sur les rapports financiers, processus d’entreprise, contrôles internes et systèmes d’information.

**Phase « Conception et élaboration de solutions »** – Cette étape comprenait l’élaboration des solutions aux questions comptables, la préparation d’un plan de conversion, la quantification de l’impact de la conversion aux normes IFRS, l’examen et l’approbation des choix de conventions comptables, la réalisation d’une étude détaillée des impacts et des modifications à la conception des systèmes et des processus d’entreprise, le développement de matériel de formation IFRS et la rédaction des états financiers IFRS.

**Phase « Mise en œuvre »** – Cette étape comprend l’implantation des changements aux systèmes, aux processus d’entreprise et aux contrôles internes, la détermination du bilan d’ouverture des IFRS et des incidences fiscales, le maintien d’une comptabilité en parallèle en 2010 selon les PCGR du Canada et les IFRS, et la préparation de rapprochements détaillés entre les PCGR du Canada et les IFRS relativement aux données comparables de 2010 dans les états financiers de 2011.

**Phase « Post mise en œuvre »** – Cette étape comprend l’évaluation du processus de conversion, l’évaluation des améliorations nécessaires pour un modèle IFRS opérationnel durable et les tests de contrôles internes.

La Société complète présentement sa stratégie de mise en œuvre. La Société a offert une formation complète à ses employés clés qui seront touchés par le passage aux IFRS et elle continue d’informer les parties prenantes internes et externes sur la progression du projet de conversion aux IFRS.

La direction a évalué les exemptions au principe d’application rétrospective disponibles sous IFRS 1, *Première adoption des Normes internationales d’information financière*, ainsi que leur incidence potentielle sur la situation financière future de la Société. Lors de l’adoption des IFRS, les exemptions importantes que la Société appliquera à la date de transition sont les suivantes :

Exemption	Application de l’exemption
Regroupements d’entreprises	La Société appliquera l’exemption de ne pas redresser rétrospectivement les acquisitions d’entreprises conclues avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2010. Aucun impact n’est prévu dans le bilan d’ouverture.
Régimes de retraite et avantages post-emploi	La Société appliquera l’exemption permettant de comptabiliser immédiatement tous les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestations déterminées dans les bénéfices non répartis d’ouverture à la date de transition aux IFRS, avec une augmentation correspondante des passifs découlant des régimes de retraite.
Coûts d’emprunt	La Société a choisi de capitaliser des coûts d’emprunt calculés selon les normes IFRS sur les actifs éligibles dont la construction ou le développement a débuté après le 1 <sup>er</sup> janvier 2010. Aucun impact n’est prévu sur le bilan d’ouverture.

En plus des exemptions choisies, décrites ci-dessus, les IFRS ne permettent pas une application rétroactive de la réévaluation des estimations des périodes précédentes. Ainsi, les hypothèses utilisées pour calculer les estimations établies en vertu des PCGR du Canada seront utilisées lors de la transition aux IFRS aux fins de la préparation du bilan d’ouverture.

La direction a finalisé la quantification préliminaire de l’incidence prévue des écarts importants entre les normes comptables IFRS et le traitement comptable actuel selon les PCGR du Canada. Les tableaux 15 à 17 présentent l’impact préliminaire de ces écarts sur les capitaux propres de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et au 31 décembre 2010, ainsi que sur l’état des résultats et du résultat étendu pour l’exercice terminé le 31 décembre 2010.

**Tableau 15**  
**Conciliation des capitaux propres**  
**(en milliers de dollars)**

	<b>Différences</b>	<b>31 décembre 2010</b>	<b>1<sup>er</sup> janvier 2010</b>
Avoir des actionnaires selon les PCGR du Canada		<b>268 513 \$</b>	237 095 \$
Ajustements IFRS:			
Régimes de retraite et avantages post-emploi	(i)	<b>(35 414)</b>	(27 080)
Régimes d'options d'achat d'actions	(ii)	<b>(3 677)</b>	(3 638)
Licences de télédiffusion	(iii)	<b>23 260</b>	23 260
Impôts sur le bénéfice	(iv)	<b>16 749</b>	14 494
Présentation IFRS :			
Participation minoritaire	(vi)	<b>4 511</b>	-
Capitaux propres selon IFRS		<b>273 942 \$</b>	244 131 \$
Capitaux propres attribuables aux:			
Actionnaires		<b>269 431 \$</b>	244 131 \$
Participation minoritaire		<b>4 511</b>	-

**Tableau 16**  
**Conciliation de l'état des résultats**  
**(en milliers de dollars)**

		Exercice terminé le 31 décembre 2010		
		PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS
Produits d'exploitation		448 192 \$	- \$	<b>448 192 \$</b>
Charges d'exploitation, de vente et d'administration	(i) et (ii)	372 040	1 275	<b>373 315</b>
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels		15 061	-	<b>15 061</b>
Charges financières		5 621	-	<b>5 621</b>
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre		9 138		<b>9 138</b>
Bénéfice (perte) avant impôt sur le bénéfice, participation minoritaire et part du bénéfice dans la société satellite		46 332	(1 275)	<b>45 057</b>
Impôts sur le bénéfice	(iv)	9 929	(346)	<b>9 583</b>
Participation minoritaire	(vi)	(653)	653	
Part du bénéfice dans la société satellite		(1 116)		<b>(1 116)</b>
Bénéfice (perte) net(te)		38 172 \$	(1 582) \$	<b>36 590 \$</b>
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux :				
Actionnaires		38 825 \$	(1 582) \$	<b>37 243 \$</b>
Participation minoritaire		(653)	-	<b>(653)</b>



**Tableau 17**  
**Conciliation de l'état du résultat étendu**  
**(en milliers de dollars)**

	Différences	Exercice terminé le 31 décembre 2010			
		PCGR du Canada	Ajustements IFRS	IFRS	
Bénéfice (perte) net(te)		38 172 \$	(1 582) \$	36 590	\$
Autres éléments du résultat étendu:					
Régimes de retraite et avantages post-emploi	(i)	-	(7 098)	(7 098)	
Impôts futurs	(iv)	-	1 909	1 909	
Résultat étendu		38 172	(6 771)	31 401	
Résultat étendu attribuable aux :					
Actionnaires		38 825 \$	(6 771)	32 054	
Participation minoritaire		(653)		(653)	

Les principales différences aux conventions comptables appliquées à la date de transition aux IFRS et, par la suite, au chapitre de la constatation, de la mesure, de la présentation et de la divulgation de l'information financière, ainsi que leurs impacts sur les états financiers pour les sujets importants sont les suivantes :

Sujets importants	Différences ayant un impact préliminaire sur les états financiers
(i) Avantages sociaux (IAS 19 et IFRIC 14)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tel qu'indiqué précédemment, la comptabilisation immédiate de tous les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestations déterminées dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS, avec une augmentation correspondante des passifs découlant des régimes de retraite, sauf pour les coûts pour services passés pour lesquels les droits de prestations sont non-acquis.</li> <li>Constatation du coût des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, aux résultats pour les périodes subséquentes. Selon les PCGR du Canada, les coûts des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis ou non, étaient constatés linéairement sur la durée résiduelle moyenne prévue de service des employés participants ou constatés immédiatement aux résultats dès qu'ils sont engagés dans certains cas.</li> <li>Subséquentement à la date de transition aux IFRS, la Société a choisi de constater les gains et les pertes actuariels aux résultats étendus lorsqu'ils se produisent, sans impact à l'état des résultats. Auparavant, selon les PCGR du Canada, les gains et les pertes actuariels étaient amortis aux résultats selon la méthode du corridor.</li> <li>Ce changement de convention comptable se traduit par la constatation d'une charge liée aux régimes de retraite et avantages</li> </ul>

Sujets importants	Différences ayant un impact préliminaire sur les états financiers
	<p>complémentaires à la retraite différente de celle autrement constatée selon les PCGR du Canada.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La limite à laquelle un actif au titre des prestations constituées peut être constaté diffère en IFRS, ce qui entraîne la constatation de passifs supplémentaires et la diminution des bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition, et des autres éléments du résultat étendu dans les périodes subséquentes à la transition.</li> </ul>
(ii) Paiement fondé sur les actions (IFRS 2)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le passif découlant d'un paiement fondé sur les actions à des employés, devant être réglé en espèces, est évalué initialement et à chaque date de fin de période à la juste valeur, comparativement à la valeur intrinsèque selon les PCGR du Canada. Lors d'attributions comportant des dates multiples pour l'acquisition des droits, chaque tranche est évaluée de manière indépendante.</li> <li>Cette différence augmente le passif lié aux rémunérations à base d'actions à la transition et modifie la charge de rémunération dans les périodes subséquentes.</li> </ul>
(iii) Immobilisations incorporelles (IAS 38)	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'amortissement cumulé sur des actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie qui a déjà été enregistré en PCGR du Canada avant 2002 est renversé lors de l'adoption initiale des IFRS afin de satisfaire à l'application rétroactive de l'IAS 38.</li> <li>Lors de la transition, la Société renverse donc l'amortissement cumulé qui a déjà été comptabilisé dans le passé sur des licences de télédiffusion.</li> </ul>
(iv) Impôts sur les résultats (IAS 12)	<ul style="list-style-type: none"> <li>La manière prévue de recouvrer la valeur des actifs à durée de vie indéfinie aux fins du calcul de l'impôt différé est différente en IFRS. Le passif d'impôts différés est donc réduit lors de la transition.</li> <li>Les impôts différés du bilan d'ouverture sont également ajustés pour tenir compte des changements dans les autres normes comptables lors de la conversion aux IFRS.</li> <li>Les changements dans les impôts différés afférents aux transactions comptabilisées dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat étendu sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat étendu, au lieu d'être comptabilisés dans les résultats selon les PCGR du Canada.</li> </ul>
(v) Opérations entre apparentés	<ul style="list-style-type: none"> <li>La comptabilisation et l'évaluation de certaines opérations entre apparentés diffère selon les normes IFRS.</li> <li>Cette différence entraîne des reclassements au sein de comptes de capitaux propres dans le bilan d'ouverture.</li> </ul>
(vi) Regroupements d'entreprises et participations ne donnant pas le contrôle (IFRS 3R)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les participations ne donnant pas le contrôle sont constatées à la juste valeur et présentées comme un élément distinct des capitaux propres.</li> <li>Les frais de transaction liés à l'acquisition et les frais de restructuration sont comptabilisés aux résultats lorsqu'encourus. Une contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur en date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont constatées aux résultats.</li> </ul>

Sujets importants	Différences ayant un impact préliminaire sur les états financiers
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les changements dans les participations dans une filiale qui n'entraînent pas de perte de contrôle sont comptabilisés comme des opérations sur les capitaux propres.</li> <li>Ces différences pourraient également entraîner des impacts sur les états financiers lors d'une acquisition d'entreprise effectuée après la transition.</li> </ul>
(vii) Présentation des états financiers (IAS 1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des variations de format et de divulgations additionnelles dans les notes aux états financiers sont exigées selon les normes IFRS.</li> </ul>

La direction a évalué les impacts de la transition sur les systèmes d'information et de divulgation ainsi que sur les contrôles internes et aucun changement majeur n'a été requis lors de la transition. Les processus comptables et budgétaires ont été adaptés en prévision de l'adoption des IFRS.

La Société a aussi complété l'analyse des implications contractuelles et opérationnelles des nouvelles conventions comptables sur les ententes financières et autres obligations similaires. Selon les circonstances actuelles, la Société n'a rien identifié d'éléments contentieux découlant de l'adoption des IFRS.

En outre, la Société a préparé des états financiers préliminaires en format IFRS tel que requis par IAS 1, *Présentation des états financiers*.

La Société pourrait réviser ses intentions ou modifier les impacts préliminaires fournis en réaction à des changements apportés aux normes internationales présentement en développement ou à la lumière de facteurs externes pouvant se produire d'ici la publication des premiers états financiers en IFRS de la Société.

## Contrôles et procédures de communication de l'information

Conformément au Règlement 52-109 sur *l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de la Société a été effectuée. En se fondant sur cette évaluation, le Président et Chef de la direction et le Vice-président et Chef de la direction financière ont conclu que les CPCI et le CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2010. Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur est communiquée par d'autres personnes au sein de ces entités, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée, et présentée dans les délais prescrits par cette législation. De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Enfin, aucune modification concernant le CIIF qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir sur ce dernier une incidence importante n'a été identifiée par la direction au cours de la période comptable commençant le 1<sup>er</sup> octobre 2010 et se terminant le 31 décembre 2010.

## Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et aux documents publics déposés par la Société qui sont accessibles à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et [www.tva.canoe.ca](http://www.tva.canoe.ca).

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 7 mars 2011 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 7 mars 2011

**Groupe TVA Inc.**  
**Sélection de données financières**

Exercices terminés les 31 décembre 2010, 2009 et 2008  
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2010	2009	2008
<b>Exploitation</b>			
Produits d'exploitation	<b>448 192 \$</b>	438 969 \$	436 723 \$
Bénéfice d'exploitation	<b>76 152 \$</b>	80 027 \$	65 950 \$
Bénéfice net	<b>38 172 \$</b>	49 123 \$	44 912 \$
<b>Données par action de base</b>			
Bénéfice net	<b>1,61 \$</b>	2,05 \$	1,78 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	<b>23 771</b>	23 917	25 294
<b>Données par action diluées</b>			
Bénéfice net	<b>1,61 \$</b>	2,05 \$	1,78 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	<b>23 771</b>	23 917	25 294

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est des revenus publicitaires ou des services reliés à la publicité.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque.

**Groupe TVA Inc.****Sélection de données financières trimestrielles**

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

<b>2010</b>							
	<b>31 déc.</b>		<b>30 sept.</b>		<b>30 juin</b>		<b>31 mars</b>
<b>Exploitation</b>							
Produits d'exploitation	<b>133 387</b>	\$	94 277	\$	110 894	\$	109 634 \$
Bénéfice d'exploitation	<b>29 846</b>	\$	13 340	\$	26 165	\$	6 801 \$
Bénéfice net	<b>19 825</b>	\$	5 655	\$	11 179	\$	1 513 \$
<b>Données par action de base</b>							
Bénéfice net	<b>0,83</b>	\$	0,24	\$	0,47	\$	0,06 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	<b>23 771</b>		23 771		23 771		23 771
<b>Données par action diluées</b>							
Bénéfice net	<b>0,83</b>	\$	0,24	\$	0,47	\$	0,06 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	<b>23 771</b>		23 771		23 771		23 771
<b>2009</b>							
	<b>31 déc.</b>		<b>30 sept.</b>		<b>30 juin</b>		<b>31 mars</b>
<b>Exploitation</b>							
Produits d'exploitation	128 454	\$	89 185	\$	111 531	\$	109 799 \$
Bénéfice d'exploitation	32 221	\$	10 341	\$	25 125	\$	12 340 \$
Bénéfice net	21 065	\$	6 390	\$	15 173	\$	6 495 \$
<b>Données par action de base</b>							
Bénéfice net	0,89	\$	0,27	\$	0,63	\$	0,27 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771		23 894		23 979		24 024
<b>Données par action diluées</b>							
Bénéfice net	0,89	\$	0,27	\$	0,63	\$	0,27 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771		23 894		23 979		24 024

- Les revenus publicitaires suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires principalement en télévision.